

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 716

7 avril 2006

SOMMAIRE

Argent Gestion S.A., Luxembourg	34350	Klopp & Bour Conseils S.A., Luxembourg	34358
Arttet Consulting, S.à r.l., Schuttrange	34334	Klopp & Bour Conseils S.A., Luxembourg	34359
Barla, S.à r.l., Luxembourg	34356	Klopp & Bour Conseils S.A., Luxembourg	34359
Baulder, S.à r.l., Luxembourg	34362	Kronen Investments S.A., Luxembourg	34340
Baulder, S.à r.l., Luxembourg	34368	L.M., S.à r.l., Dudelange	34321
Birdhill S.A.H., Luxembourg	34345	Larexa S.A., Senningerberg	34322
Birdhill S.A.H., Luxembourg	34345	Locations, Archives et Bureaux, S.à r.l., Muns- bach	34344
Birdhill S.A.H., Luxembourg	34345	Management Technologie Development Holding S.A., Luxembourg	34338
Bric S.A., Luxembourg	34358	MDC-LP Holding, S.à r.l., Luxembourg	34348
Criali Investment S.A., Luxembourg	34357	Orangerburger S.A.H., Luxembourg	34356
Cryologistic Investments, S.à r.l., Luxembourg	34357	Perrard Matériel, S.à r.l., Luxembourg	34346
Cryologistic Participations, S.à r.l., Luxembourg	34360	Perrard, S.à r.l., Luxembourg	34345
Devoteam Luxembourg, succursale de Devoteam Belgium S.A., Luxembourg	34333	Pizzeria Rossini, S.à r.l., Luxembourg	34357
Euro Alliance Protection, S.à r.l., Luxembourg	34322	Pura Holding S.A., Luxembourg	34349
Fidex International S.A., Luxembourg	34342	Raym. Weyland S.A., Leudelange	34346
Glass Luxembourg II, S.à r.l., Luxembourg	34348	Restaurant - Pizzeria Il Fragolino, S.à r.l., Luxem- bourg	34358
Hersi Holding S.A., Luxembourg	34362	Rêve International S.A., Luxembourg	34357
ICBC Luxembourg Branch, Industrial and Com- mercial Bank of China Ltd, Luxembourg Branch, Luxembourg	34347	SO.DE.CO. Lux S.A., Luxembourg	34359
Il Limoncello, S.à r.l., Bettembourg	34358	Spring Multiple 2002 S.C.A., Luxembourg	34348
Immo-Kampen S.A., Merttert	34347	Stankowitz Innovation S.A., Echternach	34346
Incom Europe, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34356	Star German Properties, S.à r.l., Luxembourg	34360
Incom Europe, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	34356	Stratinvest Holding S.A., Luxembourg	34362
Kisling Investment S.A., Luxembourg	34360	Value in Action Holding S.C.A., Luxembourg	34347

L.M., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 38, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 84.768.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03112, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004860.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

EURO ALLIANCE PROTECTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.
R. C. Luxembourg B 53.923.

Cession de parts sociales

Monsieur Gilles Bounéou, né le 7 mai 1961 à Vidouze, France / demeurant au 6, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Luxembourg cède:

- à la société EVOLUTION INTERNATIONAL INC ayant son siège social au 25, Greystone Manor Lewes Delaware 19958-9776 enregistrée sous le numéro 38405-46,

100 (cent) parts sociales qu'il détient dans la société EURO ALLIANCE PROTECTION, S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B sous le numéro 53.923, avec siège social au 5, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, au prix de 1 EUR (un euro).

La présente vaut quittance et acceptation du prix convenu entre parties.

Suite à la cession, les parts sociales sont dorénavant réparties comme suit:

EVOLUTION INTERNATIONAL INC, ayant son siège social au 25, Greystone Manor Lewes, Delaware 19958-9776.....	100 parts sociales
Total	100 parts sociales

Luxembourg, le 10 janvier 2006.

Pour extrait conforme

EURO ALLIANCE PROTECTION, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM03021. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004943.3/4181/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

LAREXA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Senningerberg, 1A, Heienhaff, Aerogolf Center.
R. C. Luxembourg B 45.788.

L'an deux mille cinq, le huit août.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de LAREXA S.A., (la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social à l'Aerogolf Center, 1A, Heienhaff, Senningerberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 45.788, constituée suivant acte notarié du 26 novembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 41 du 31 janvier 1994. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 mars 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 546 du 20 mai 2003.

L'Assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Monsieur Thierry Schmit, employé privé, avec adresse professionnelle à Senningerberg (Luxembourg).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Armelle Beato, employée privée, avec adresse professionnelle à Senningerberg (Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Geneviève Baué, employée privée, avec adresse professionnelle à Senningerberg (Luxembourg).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement de la nationalité de la Société, transfert du siège social et du principal établissement de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Treviso, Italie, décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; adoption par la Société de la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, en conformité avec les lois et usages italiens, adoptant la dénomination de LAREXA, S.r.l.; adoption par la Société de la nationalité italienne, le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'homologation de la Société en Italie;

2. Transfert en Italie de tous les avoirs, les actifs et les passifs de la Société, tout compris et rien excepté;

3. Fixation du siège social de la Société à Treviso, Piazza ex Convento Cappuccine, 8;

4. Acceptation de la démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;

5. Décision de conférer à Thierry Schmit ou Geneviève Baué, tous deux avec adresse professionnelle Aerogolf Center, 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, tous les pouvoirs pour faire opérer la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription au Registre des Sociétés à Treviso (Italie);

6. Nomination d'un administrateur unique, Monsieur Fiorese Michele, C.F. FRS MHL 65R14 F241E, demeurant à Silea (TV), Italie;

7. Refonte complète des statuts pour les adapter à la législation italienne, et plus particulièrement fixation du capital social à EUR 38.000,-, fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050 et modification de son objet social pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

Oggetto:

La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'acquisto, la costruzione, la ristrutturazione e la vendita di immobili civili, agricoli e commerciali ristoranti, piano bar, bar e discoteche;

- il commercio all'ingrosso di macchinari ed impianti per l'industria conciaria, oltre la relativa assunzione di rappresentanze ed agenzie, nonché il procacciamento d'affari;

- l'acquisto di pelli e la loro lavorazione, nonché il relativo commercio e la rappresentanza;

- il commercio e la produzione di prodotti chimici.

La società, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà effettuare tutte le operazioni commerciali, finanziarie, industriali, mobiliari e immobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie in genere anche a favore di terzi, nonché assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società italiane ed estere aventi oggetto analogo affine o connesso al proprio.

8. Décision d'autoriser l'administrateur unique de la Société soumise dorénavant au droit italien, pour représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'homologation en Italie.

B) Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide le transfert du siège social et du principal établissement de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Treviso, Italie, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et l'adoption par la Société de la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, en conformité avec les lois et usages italiens, adoptant la dénomination de LAREXA, S.r.l..

L'assemblée générale extraordinaire décide également l'adoption par la Société de la nationalité italienne, le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'enregistrement de la Société en Italie.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer également en Italie tous les avoirs, les actifs et les passifs de la Société, tout compris et rien excepté.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de fixer le siège social de la Société à Treviso, Piazza ex Convento Cappuccine, 8.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission des administrateurs et du commissaire et leur accorde pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs mais ceci seulement avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Thierry Schmit ou à Mademoiselle Geneviève Baué, tous deux avec adresse professionnelle à l'Aerogolf Center, 1A Heienhaff, L-1736 Senningerberg, pour faire opérer la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription au Registre des Sociétés à Treviso (Italie).

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer comme administrateur unique, Monsieur Michele Fiorese, C.F. FRS MHL 65R14 F241E, demeurant à Silea (TV), Italie.

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les adapter à la législation italienne, et plus particulièrement fixation du capital social à trente-huit mille euros (EUR 38.000,-), fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050 et modification de son objet social.

Les statuts auront la teneur suivante:

«STATUTO

Titolo I. Denominazione - Sede - Durata - Oggetto**Art. 1. Denominazione sociale**

E' costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale LAREXA, S.r.l.

Art. 2. Sede sociale

2.1 La società ha sede nel Comune di Treviso, all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle imprese, ai sensi dell'art. 111 ter disp. att. c. c.

2.2 L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali, o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopraindicato sub 2.1.; spetta invece ai soci deliberare l'istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato sub 2.1. Quest'ultime delibere, in quanto modifiche dello statuto, rientrano nella competenza dell'assemblea dei soci.

2.3 Il domicilio legale di ogni socio per i rapporti con la società è quello risultante dal libro dei soci.

Art. 3. Durata

La durata è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta), ma potrà essere prorogata una o più volte o anticipatamente sciolta con decisione dei soci.

Art. 4. Oggetto

La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'acquisto, la costruzione, la ristrutturazione e la vendita di immobili civili, agricoli e commerciali ristoranti, piano bar, bar e discoteche;
- il commercio all'ingrosso di macchinari ed impianti per l'industria conciaria, oltre la relativa assunzione di rappresentanze ed agenzie, nonché il procacciamento d'affari;
- l'acquisto di pelli e la loro lavorazione, nonché il relativo commercio e la rappresentanza;
- il commercio e la produzione di prodotti chimici.

La società, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà effettuare tutte le operazioni commerciali, finanziarie, industriali, mobiliari e immobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie in genere anche a favore di terzi, nonché assumere, solo a scopo di stabile investimento e non di collocamento, sia direttamente che indirettamente, partecipazioni in società italiane ed estere aventi oggetto analogo affine o connesso al proprio.

Titolo II. Capitale sociale, Finanziamento soci, Partecipazioni**Art. 5. Capitale Sociale**

Il capitale sociale è fissato in Euro 38.000,00 (trentottomila virgola zero zero) ed è diviso in quote di partecipazione ai sensi dell'art. 2468 c.c.-

Art. 6. Variazione del capitale sociale

6.1 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio di riserve disponibili a capitale) conformemente alle disposizioni di legge in materia (artt. 2481, 2481 bis, 2481 ter) in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per le modifiche dello statuto, ai sensi del successivo art. 11.5.

6.2 In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti, sono ammessi tutti i conferimenti, anche diversi dal denaro, consentiti dalla legge e spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482 ter c.c.; in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma del successivo art. 25.

6.3 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge (artt. 2482, 2482 bis, 2482 ter, 2482 quater c.c.) mediante deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica dello statuto, ai sensi del successivo art. 11.5.

6.4 In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del collegio sindacale se nominato, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Versamenti e finanziamenti soci

7.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico ai sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

7.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme decisione da assumere in sede assembleare.

7.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 c.c.-

Art. 8. Partecipazioni

8.1 E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei soci si presumono proporzionali ai conferimenti effettuati.

8.2 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

8.3 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli art. 1105 e 1106 c.c.; nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'art. 2352 c.c.-

Art. 9. Trasferimento delle partecipazioni

9.1 Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi alle condizioni di seguito indicate.

Per trasferimento inter vivos si intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione della proprietà o di diritti reali sulla partecipazione di capitale spettante a ciascun socio, ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno la partecipazione versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore come in seguito meglio specificato.

a) Il socio che intenda cedere in tutto o in parte la propria quota di partecipazione dovrà dare comunicazione di tale intendimento all'organo amministrativo, a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno indirizzata alla sede legale della società, indicando il prezzo della cessione, le condizioni dell'offerta, le modalità di pagamento e il nominativo dell'acquirente.

Entro i quindici giorni successivi al ricevimento della raccomandata contenente la manifestazione della volontà di cedere la quota, l'organo amministrativo, pure a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, dovrà dare comunicazione ai soci, presso il domicilio risultante dal libro soci, dell'offerta contenente il prezzo, le condizioni e il nominativo dell'acquirente.

Ai soci spetterà il diritto di acquistare le citate quote alle stesse condizioni indicate nella comunicazione in proporzione alle partecipazioni da ciascuno possedute.

Qualora i soci a cui sono state offerte le quote in prelazione ritenessero incongruo il prezzo richiesto, lo stesso sarà determinato da un terzo arbitratore ai sensi dell'art. 1473 c.c. con i criteri di cui al successivo articolo 25.3. L'arbitratore sarà nominato di comune accordo tra le parti, entro trenta giorni dalla affermata incongruità del prezzo richiesto, in difetto sarà nominato dal presidente del Tribunale dove ha sede la società. L'arbitratore dovrà determinare l'effettivo prezzo di cessione entro trenta giorni dalla accettazione dell'incarico.

Se il valore determinato dall'arbitratore risulta essere inferiore di oltre il 25% rispetto a quello richiesto, il costo dell'arbitratore è interamente a carico del socio che intende trasferire la propria partecipazione.

L'esercizio del diritto di prelazione avverrà da parte dei soci mediante lettera raccomandata spedita all'organo amministrativo entro il termine di decadenza di quindici giorni dalla data di ricevimento della comunicazione.

Qualora alcuni soci non esercitassero in termini il diritto di prelazione loro spettante, le quote per le quali non sia stato esercitato il diritto di prelazione saranno offerte dall'organo amministrativo, nei successivi quindici giorni, in prelazione ai soci che hanno esercitato il loro diritto di prelazione, in proporzione sempre alle quote possedute, con l'obbligo di effettuare la ulteriore prelazione entro quindici giorni dalla data della nuova offerta.

Qualora i soci non abbiano esercitato il diritto di prelazione come sopra descritto sull'intera quota oggetto della comunicazione di cui al primo capoverso della presente lettera, il cedente potrà vendere liberamente la stessa quota, purché l'atto di vendita sia perfezionato nel termine massimo di ulteriori 90 (novanta) giorni, salvo quanto previsto al successivo punto b).

Ciascun socio avrà il diritto di avere documentazione a comprova che le quote sociali sono state cedute al prezzo, al nominativo e secondo le modalità di cui all'iniziale comunicazione.

In caso di inerzia dell'organo amministrativo, le comunicazioni previste dal presente articolo potranno essere effettuate direttamente dal socio che ne abbia interesse.

b. Qualora nessun socio eserciti il diritto di prelazione di cui al presente articolo in caso di trasferimento di partecipazione, o in caso di costituzione di garanzie sulla stessa, è richiesto il preventivo gradimento da parte dell'assemblea.

A tal fine, nel caso di trasferimento della partecipazione, decorsi i termini per l'esercizio della prelazione spettante ai soci, l'organo amministrativo dovrà provvedere alla convocazione dell'assemblea.

Nel caso di costituzione di garanzie sulla partecipazione, il socio interessato dovrà darne comunicazione all'organo amministrativo, a mezzo lettera raccomandata A.R. indirizzata alla sede legale della società, specificando il titolo della costituenda garanzia, il suo beneficiario e le condizioni tutte dalle quali la garanzia sarà regolata.

L'organo amministrativo dovrà provvedere alla convocazione dell'assemblea entro otto giorni dal decorso dei termini per l'esercizio della prelazione, ovvero entro otto giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al comma precedente.

L'assemblea delibera con le maggioranze previste dall'articolo 11.5 del presente statuto, senza obbligo di motivazione e senza tener conto della partecipazione del socio alienante.

Nel caso di mancato gradimento l'assemblea potrà indicare al socio offerente altro soggetto gradito per l'acquisto della quota a parità di condizioni e di prezzo. In mancanza di indicazione di un acquirente gradito, al socio spetta il diritto di recesso a norma del successivo art. 25.

Qualora entro il termine di 30 giorni dalla ricezione della richiesta di gradimento al socio richiedente non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso ed il socio potrà trasferire la propria partecipazione.

9.2 Le partecipazioni non sono trasferibili per successione a causa di morte.

Gli eredi del socio defunto hanno diritto ad ottenere il rimborso della partecipazione in conformità a quanto disposto dal successivo art. 25.

9.3 Nell'ipotesi di trasferimento della partecipazione per atto tra vivi o mortis causa, senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

Titolo III. Decisione dei soci

Art. 10. Decisioni dei soci

10.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

10.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la loro revoca;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore e la loro revoca;
- d) le modificazioni dello statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

10.3 Con riferimento alle materie di cui alle lettere d) ed e), oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare di cui al successivo art. 11.

10.4 In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto. La decisione sul metodo è adottata dall'organo amministrativo.

10.5 Ogni socio, regolarmente iscritto nel libro dei soci e a cui spetti il diritto di voto, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

10.6 Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare sia che esse vengano adottate con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466 c.c) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

Art. 11. Decisione dei soci: metodo assembleare

11.1 Convocazione dell'assemblea

Con riferimento alle materie indicate nel precedente art. 10.2 lett. d) ed e), in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le deliberazioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio e che risultino espressamente dal libro soci, fermo restando che quelli tra i soci che non intendono indicare un'utenza fax, o un indirizzo di posta elettronica, o revocano l'indicazione effettuata in precedenza, hanno diritto di ricevere la convocazione a mezzo raccomandata A.R.).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e Sindaci (o il revisore), se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. In tal caso, se gli amministratori o i sindaci (o il revisore), se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'assemblea e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

11.2 Intervento in assemblea e diritto di voto

Possono intervenire all'assemblea i soci, cui spetta il diritto di voto, iscritti nel libro dei soci alla data della riunione assembleare.

Il voto di ciascun socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

11.3 Rappresentanza in assemblea

Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare, secondo quanto previsto dal secondo comma dell'art. 2479 bis c.c.-

Gli enti e le società legalmente costituiti, possono intervenire all'assemblea a mezzo di persona designata, mediante delega scritta.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle deleghe ed in genere il diritto di intervento all'assemblea.

11.4 Presidenza dell'Assemblea

La presidenza dell'assemblea compete, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, all'Amministratore Unico o al Presidente del consiglio di amministrazione e, in caso di assenza od impedimento del presidente, nell'ordine: al vice presidente e all'amministratore delegato, se nominati.

Qualora né gli uni, né gli altri possano o vogliano esercitare tale funzione, gli intervenuti designano a maggioranza assoluta del capitale rappresentato, il Presidente, fra i presenti. L'assemblea nomina un segretario anche non socio, e se lo crede opportuno due scrutatori anche estranei.

Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti (e, pertanto, l'esclusione dall'assemblea dei non legittimati), dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni. Degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

11.5 Quorum costitutivi e deliberativi

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino in proprio o per delega, almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta.

Nei casi previsti dai numeri 4) e 5) del secondo comma dell'art. 2479 c.c. (modificazioni dello statuto e decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci) l'assemblea delibera validamente con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedano diverse specifiche maggioranze.

11.6 Sistemi di votazione

Le deliberazioni sono prese per alzata di mano a meno che la maggioranza degli intervenuti richieda l'appello nominale.

In ogni caso il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei soci dissenzienti.

11.7 Verbalizzazione delle deliberazioni

Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dello statuto deve essere redatto da un notaio.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

11.8 Audio/video assemblea

E' possibile tenere le riunioni dell'Assemblea, con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 12. Decisione dei soci: Metodo della consultazione scritta e/o del consenso espresso per iscritto

12.1 Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto. Tale metodo, come precisato nell'art. 10.4 del presente statuto, è utilizzabile in alternativa al metodo assembleare sopradescritto all'art. 11.

Tuttavia con riferimento alle materie indicate nel precedente art. 10.2 lett. d) ed e), oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare.

12.2 Nel caso si opti per il metodo della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione dei soci consenzienti;

- l'indicazione dei soci contrari o astenuti e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;

- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti che astenuti che contrari;
- la mancanza di sottoscrizione equivale a voto contrario.

12.3 Nel caso si opti per il metodo del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci i quali, entro i cinque giorni successivi al ricevimento, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire, all'indirizzo indicato da ciascun socio nel libro soci, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

12.4 Ogni socio, regolarmente iscritto nel libro dei soci e a cui spetti il diritto di voto, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

12.5 Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

12.6 Sia nel caso di consultazione scritta che di consenso espresso per iscritto, il procedimento deve concludersi entro 15 (quindici) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni assumono la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescelto.

Le decisioni dei soci, adottate a sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

Titolo IV. Amministrazione

Art. 13. Tipologia

13.1 La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede di nomina:

- a) da un amministratore unico;
- b) da un consiglio di amministrazione composto da due a cinque membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico, oppure il consiglio di amministrazione.

Il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c. non si applica agli amministratori per le attività che siano espressamente autorizzate dai soci, con le maggioranze previste dagli articoli 11.5 e 12.5 del presente statuto.

13.2 I componenti dell'organo amministrativo:

- a) possono essere soci od anche non soci;
- b) non possono essere nominati, e, se nominati, decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 c.c.;
- c) durano in carica per il periodo di volta in volta determinato dai soci all'atto della nomina, e, comunque, fino a revoca o dimissioni;
- d) in caso di nomina a tempo indeterminato, possono essere revocati in ogni tempo e senza necessità di motivazione;
- e) sono rieleggibili.

13.3 Nel caso sia stato nominato il consiglio di amministrazione, se per dimissioni o per altre cause viene a mancare uno o più dei consiglieri in carica decade l'intero consiglio di amministrazione e deve subito convocarsi l'assemblea per la nomina dei nuovi amministratori.

In tal caso gli amministratori restano in carica per la convocazione dell'assemblea e per l'ordinaria amministrazione sino alla nomina dei successori. La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Art. 14. Decisioni degli amministratori: metodo collegiale

14.1 Presidenza

Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, questo elegge fra i suoi membri il Presidente se questi non è nominato dai soci; può eleggere un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o impedimento.

Il Presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

14.2 Riunioni

Il Consiglio si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione (nella sede sociale o altrove purché in Italia) tutte le volte che lo giudichi necessario uno degli amministratori oppure uno dei Sindaci in carica.

La convocazione è fatta almeno cinque giorni prima della riunione, mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica) e, in caso di urgenza, con telegramma da spedirsi almeno due giorni prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica e i Sindaci se nominati.

Le riunioni di consiglio sono presiedute dal Presidente, in sua assenza dal Vice Presidente, qualora sia stato nominato, o, in mancanza di quest'ultimo, dal consigliere designato dal consiglio stesso.

Il consiglio di amministrazione può tenere le sue riunioni in audiovideoconferenza o in sola audioconferenza alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) che siano presenti nello stesso luogo il Presidente e il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

14.3 Deliberazioni

Per la validità delle deliberazioni del consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti; qualora il consiglio sia composto da più di due membri, in caso di parità prevale il voto di chi presiede.

Il voto non può, in nessun caso, essere dato per rappresentanza.

Nel caso in cui il Consiglio di Amministrazione sia formato da due soli membri, le relative deliberazione dovranno essere adottate all'unanimità.

14.4 Verbalizzazione

Le deliberazioni del Consiglio di amministrazione e del comitato esecutivo, se nominati ai sensi del successivo punto 14.5, devono risultare da verbali che, trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, vengono firmati da chi presiede e dal segretario nominato di volta in volta anche tra estranei al consiglio.

14.5 Delega dei poteri

Il Consiglio di amministrazione può delegare le proprie attribuzioni al comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi membri o ad uno o più amministratori delegati, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega. In tal caso trova piena applicazione quanto previsto dall'art. 2381 c.c.-

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2381 c.c. e quelle non delegabili ai sensi delle altre leggi vigenti.

Le cariche di presidente (o di vice) e di amministratore delegato sono cumulabili.

Art. 15. Decisioni degli amministratori: metodo della consultazione scritta e/o del consenso espresso per iscritto

15.1 Su iniziativa di uno degli amministratori, le decisioni del Consiglio di amministrazione, possono essere adottate, in alternativa al metodo collegiale, mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo per le materie indicate dall'art. 2475 quinto comma, per le quali occorre necessariamente la delibera collegiale nell'osservanza di quanto previsto dall'art. 14 del presente statuto.

15.2 Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione degli Amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli Amministratori contrari o astenuti, e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli Amministratori, sia consenzienti che astenuti che contrari, con la precisazione che la mancata sottoscrizione equivale a voto contrario.

15.3 Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori i quali, entro i due giorni successivi dal ricevimento, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

15.4 Le decisioni del Consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

15.5 Sia nel caso di consultazione scritta che di consenso espresso per iscritto, il procedimento deve concludersi entro 5 (cinque) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni assumono la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescelto.

La decisione degli Amministratori, adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

15.6 Gli Amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale. Anche una tale decisione va presa con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Art. 16. Poteri dell'organo amministrativo

L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società e può quindi compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione dell'oggetto sociale, esclusi soltanto quelli che la legge o lo statuto riservano all'assemblea.

Art. 17. Rappresentanza della società

17.1 La firma sociale e la rappresentanza della società spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di amministrazione o, in sua assenza o impedimento, al Vice Presidente, qualora sia stato eletto.

17.2 L'organo amministrativo può nominare direttori generali, amministrativi e tecnici determinandone le mansioni e le eventuali retribuzioni, nonché procuratori per singoli affari o per categorie di affari.

17.3 La rappresentanza della società compete, inoltre, agli amministratori delegati nei limiti della delega, nonché ai direttori e procuratori di cui al punto precedente, nei limiti dei poteri agli stessi conferiti dall'organo amministrativo.

17.4 L'Amministratore Unico o il Presidente del Consiglio di amministrazione e, nei limiti della delega loro attribuita, gli Amministratori delegati hanno la rappresentanza della società in giudizio, con facoltà di promuovere azioni ed istanze in qualsiasi sede giudiziaria ordinaria ed amministrativa, per ogni grado di giudizio compresi giudizi di revocazione e cassazione, di nominare avvocati e procuratori e quant'altro risulterà necessario.

Art. 18. Compensi degli amministratori

18.1 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio ed un compenso da determinarsi dai soci con decisione valida fino a modifica.

18.2 Il consiglio di amministrazione stabilisce il modo di riparto tra i suoi membri dei compensi anno per anno.

18.3 Agli amministratori potrà inoltre spettare l'indennità di fine mandato eventualmente decisa dai soci all'atto della nomina e all'uopo la società è autorizzata a costituire uno specifico fondo di accantonamento o corrispondente polizza assicurativa.

Art. 19. Diritti dei soci non amministratori

I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Titolo V. Organo di controllo**Art. 20. Tipologia**

20.1 Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare: o il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 21;

o un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 22.

20.2 La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 c.c.- Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 21.

Art. 21. Collegio sindacale

21.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso. Al Collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt. 2397 e ss. c.c.).

21.2 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403 bis c.c. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 c.c.-

21.3 La retribuzione annuale dei Sindaci è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

21.4 Delle riunioni del Collegio Sindacale deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel Libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del Collegio Sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti. Il Sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

21.5 Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

21.6 Si applica la disposizione di all'art. 2408 c.c.-

Art. 22. Revisore

22.1 In alternativa al Collegio Sindacale (salvo che nei casi di nomina obbligatoria del Collegio a sensi dell'art. 2477 c.c.) il controllo contabile della società può essere esercitato da un Revisore iscritto nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia e nominato con decisione dei soci.

22.2 Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c.-

22.3 Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

22.4 L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

22.5 L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

22.6 Il revisore svolge le funzioni di cui all'art. 2409 ter c.c.; si applica inoltre la disposizione di cui all'art. 2409 sexies c.c.-

Titolo VI. Bilancio e utili

Art. 23. Esercizio sociale - Bilanci

23.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

23.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale, l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

23.3 L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Quando particolari esigenze lo richiedano, e comunque con i limiti e le condizioni previsti dalla legge, l'assemblea per l'approvazione del bilancio potrà essere convocata entro il maggior termine previsto dalla legge medesima.

23.3 L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Quando particolari esigenze lo richiedano, e comunque con i limiti e le condizioni previsti dalla legge, l'assemblea per l'approvazione del bilancio potrà essere convocata entro il maggior termine previsto dalla legge medesima.

Art. 24. Utili

24.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

24.2 La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

24.3 Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale; possono altresì essere distribuiti utili in natura.

24.4 Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

24.5 Non è consentita la distribuzione di acconti sugli utili.

Titolo VII. Recesso ed esclusione del socio

Art. 25. Recesso del socio

25.1 Casi di recesso

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente statuto;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

25.2 Modalità di esercizio del recesso

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente comma 1), dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

25.3 Rimborso della partecipazione del socio receduto

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società ai fini della liquidazione delle partecipazioni qui prevista è costituito dal patrimonio netto contabile riferito al giorno della dichiarazione di recesso, maggiorato dell'eventuale differenza tra il valore di mercato e il valore contabile dei beni materiali che appartengono alla società, al netto delle imposte sulle plusvalenze latenti, e di un avviamento pari a tre volte il reddito netto medio degli ultimi tre esercizi sociali per i quali sia stato approvato il bilancio.

Il patrimonio della società è calcolato dall'organo amministrativo entro trenta giorni dalla richiesta fattane dal soggetto avente il diritto alla liquidazione della partecipazione il quale, in caso di disaccordo con il valore indicato dall'organo amministrativo può chiedere che la valutazione sia compiuta, con gli stessi criteri, da un esperto designato dal Presidente del Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società.

Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro 180 giorni dalla data di efficacia del recesso.

Il rimborso può avvenire mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza riducendo il capitale sociale corrispondentemente; in questo ultimo caso si applica l'articolo 2482 del c.c. e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto la società si scioglie ai sensi dell'art. 2484 comma 1 n. 5 del c.c.-

Art. 26. Esclusione del socio

26.1 Nel caso di socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

26.2 Può essere escluso anche il socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

26.3 L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare di cui all'art. 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per la il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta, al quale pertanto non spetta il diritto di intervento all'assemblea.

26.4 La delibera di esclusione deve essere comunicata con raccomandata con ricevuta di ritorno al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta. Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione davanti il Tribunale competente per territorio. Se la società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal tribunale su domanda dell'altro.

26.5 Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applica le disposizioni del precedente art. 25.3 in tema di rimborso della partecipazione del socio recedente, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Art. 27. Diritto di riscatto

27.1 La partecipazione di ogni socio che non superi un terzo del capitale sociale potrà essere riscattata in qualsiasi momento dagli altri soci. La decisione sul riscatto della partecipazione dovrà essere adottata con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale. La partecipazione verrà acquistata dai soci che hanno deliberato il riscatto in proporzione alle rispettive quote di capitale, salvo diversa unanime decisione degli stessi soci.

27.2 Il socio la cui partecipazione sia stata riscattata ha diritto alla liquidazione della stessa secondo le modalità previste al precedente 25.3, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Titolo VIII. Scioglimento e liquidazione

Art. 28.

28.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

28.2 In tal caso, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto, stabilisce:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

28.3 In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 c.c. e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

28.4 La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter c.c.-

28.5 Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

28.6 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e ss.).

Titolo IX. Titoli di debito

Art. 29.

29.1 La società può emettere titoli di debito.

29.2 L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436 c.c.-

29.3 La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

29.4 I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti con le modalità indicate nell'art. 2483 c.c.-

29.5 La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

Titolo X. Disposizioni generali

Art. 30.

Si precisa che:

- per tutte le controversie dipendenti e derivanti dal presente statuto, l'Autorità Giudiziaria competente sarà, in via esclusiva, il Foro nella cui circoscrizione ha sede la società;

- le disposizioni del presente statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale;

- per quanto non previsto nel presente statuto, valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata;

- essendo la presente società caratterizzata prevalentemente da elementi capitalistici, propri delle società di capitali, nel caso in cui la normativa in tema di società a responsabilità limitata si dovesse rilevare insufficiente a colmare eventuali lacune di disciplina, si applicheranno, in quanto compatibili le norme in tema di società per azioni.»

Huitième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'autoriser l'administrateur unique de la Société soumise dorénavant au droit Italien, à représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription au registre des sociétés en Italie.

Condition suspensive

Toutes les résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'enregistrement de la Société en Italie.
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Senningerberg (Luxembourg), les jour, mois et an qu'en tête des présentes.
Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: T. Schmit, A. Beato, G. Baué, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 10 août 2005, vol. 895, fol. 89, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 août 2005.

J.-J. Wagner.

(007006.3/239/695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

DEVOTEAM LUXEMBOURG, SUCCURSALE DE DEVOTEAM BELGIUM S.A., Société Anonyme.

Adresse de la succursale: L-1740 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 113.183.

OVERTURE DE SUCCURSALE

Procès-verbal du conseil d'administration de DEVOTEAM BELGIUM S.A. du 17 juin 2005

L'an deux mille cinq, le dix-sept juin, dix heures.

Les membres du Conseil d'Administration de la société DEVOTEAM BELGIUM S.A., société anonyme au capital de 450.000 EUR, se sont réunis au siège social de DEVOTEAM BELGIUM S.A. situé au 146, rue Royale 1000 Bruxelles sur convocation de leur Administrateur-délégué.

Sont présents et ont émargé le registre de présence:

- Monsieur Stanislas de Bentzmann,
- Monsieur Godefroy de Bentzmann,
- Monsieur Roland de Laage de Meux,
- Monsieur Olivier Corbin.

La séance est présidée par Monsieur Stanislas de Bentzmann en sa qualité d'Administrateur délégué du Conseil d'Administration.

Il constate que l'ensemble des Administrateurs est présent, et qu'en conséquence, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

Le secrétariat est assuré par Monsieur Roland de Laage de Meux.

L'ordre du jour est le suivant:

- Création d'une succursale de DEVOTEAM BELGIUM au Luxembourg.

Puis le Conseil délibère comme suit sur la question figurant à l'ordre du jour.

Le Conseil, après discussion et échanges de vues décide à l'unanimité:

- de la création d'une succursale de DEVOTEAM BELGIUM au Luxembourg afin de développer la clientèle de DEVOTEAM dans ce pays;

- La succursale prend la dénomination DEVOTEAM LUXEMBOURG, SUCCURSALE DE DEVOTEAM BELGIUM S.A., Société Anonyme;

- La succursale opérera sous le nom commercial DEVOTEAM LUXEMBOURG;

- L'adresse de la succursale est 9B, boulevard du Prince Henri, L-1740 Luxembourg;

- Les activités de la succursale sont la prestation de services ou l'achat-revente de matériel dans les domaines de l'informatique et des télécommunications;

- Est nommé représentant permanent de la Succursale Monsieur Stanislas de Bentzmann, né le 24 octobre 1962 à Versailles (France) et résidant au 22, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris, avec tous pouvoirs pour représenter la succursale vis-à-vis de tout tiers;

- Il est enfin déclaré que les personnes qui ont le pouvoir d'engager la société DEVOTEAM BELGIUM sont:

M. Stanislas de Bentzmann, administrateur-délégué, né le 24 octobre 1962 à Versailles (France) et résidant au 22, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris (France).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé conformément à la loi.

S. de Bentzmann / G. de Bentzmann / R. de Laage de Meux / O. Corbin.

Enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 2005, réf. LSO-BK04132. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004713.3/587/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

ARTTET CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-5372 Schuttrange, 17, rue du Verger.

R. C. Luxembourg B 113.332.

 —
 STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-third day of December.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr Philip Charles Taylor, business manager, born on 8 March 1963 in Edinburgh (Great Britain), residing at 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange (Grand Duchy of Luxembourg).

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organize and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office
Art. 1. There is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the provision of business solutions and consulting services for small and medium sized commercial organisations including enabling them to grow their business and improve their return on investment in their Internet presence by using the full Internet solutions lifecycle, Internet marketing solutions, E-commerce and continuing E-business education.

The Company may also carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of ARTTET CONSULTING, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Schuttrange. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares
Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management
Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix(es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the individual signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secre-

tary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first January and ends on the thirty-first December of the same year.

Art. 21. Each year on the thirty-first December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

All the shares have been subscribed by Mr Philip Charles Taylor, pre-qualified.

All the shares so subscribed have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and shall terminate on 31 December 2006.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro.

Decision of the sole partner

The above named person, representing the entire subscribed capital, has immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange (Grand Duchy of Luxembourg).

2. Mr Philip Charles Taylor, business manager, born on 8 March 1963 in Edinburgh (Great Britain), residing at 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange (Grand Duchy of Luxembourg), is appointed as manager of the Company for an indefinite period.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Philip Charles Taylor, directeur commercial, né le 8 mars 1963 à Edinburgh (Grande-Bretagne), demeurant au 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange (Grand-Duché de Luxembourg).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la fourniture, aux petites et moyennes entreprises commerciales, de solutions d'entreprises et de conseils afin de favoriser leur croissance et améliorer leur rentabilité sur le marché de l'Internet par l'utilisation de l'ensemble des outils Internet, des solutions de commercialisation, du commerce électronique et de la formation continue sur Internet.

La Société pourra également exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de ARTTET CONSULTING, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Schuttrange. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/est librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et libération

Toutes les parts sociales ont été souscrites par Monsieur Philip Charles Taylor, préqualifié.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2006.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

Décision de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg;
2. Monsieur Philip Charles Taylor, directeur commercial, né le 8 mars 1963 à Edinburgh (Grande-Bretagne), demeurant au 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange (Grand-Duché de Luxembourg) est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passe à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P.C. Taylor, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 3 janvier 2006, vol. 899, fol. 83, case 9. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 janvier 2006.

J.-J. Wagner.

(006394.3/239/279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

MANAGEMENT TECHNOLOGIE DEVELOPMENT HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxemburg B 105.524.

Im Jahre zweitausendundfünf, den vierzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in ausserordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft MANAGEMENT TECHNOLOGIE DEVELOPMENT HOLDING S.A. mit Sitz in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, (R.C.S. Luxemburg Sektion B Nummer 105.524), gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 22. Dezember 2004, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 437 vom 11. Mai 2005.

Den Vorsitz der Versammlung führt Frau Silvia Grün, Privatbeamtin, wohnhaft in Junglinster.

Die Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herr Marco Thorn, Privatbeamter, wohnhaft in Erpeldange (Bous).

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herr Jean-Claude Gudenburg, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern der Versammlung ne varietur unterschrieben wurden, zusammen mit der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben, um mit demselben einregistriert zu werden.

III.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

IV.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung:

1.- Aufstockung des Gesellschaftskapitals in Höhe von zehntausend Euro (EUR 10.000,-) um es von seinem jetzigen Betrag von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) auf einundvierzigtausend Euro (EUR 41.000,-) zu erhöhen, durch die Schaffung und Ausgabe von einhundert (100) neuen Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

2.- Zeichnung und Einzahlung in bar aller neuen Aktien durch die Aktionäre Frau Silvia Grün und Herrn Jean-Claude Gudenburg, beide wohnhaft in Luxemburg.

3.- Umwandlung von Inhaberaktien in Namensaktien.

4.- Dementsprechende Abänderung von Artikel drei der Satzung. Absatz eins und zwei jeweils in der deutschen und englischen Fassung der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Deutsche Fassung:

«**Art. 3. (erster und zweiter Absatz).** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einundvierzigtausend Euro (EUR 41.000,-), eingeteilt in vierhundertzehn (410) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Alle Aktien sind Namensaktien. Am Gesellschaftssitz wird ein Aktienregister geführt.»

Englische Fassung:

«**Art. 3. (first and second paragraph).** The corporate capital is fixed at forty-one thousand Euro (EUR 41.000,-), represented by four hundred and ten (410) shares of one hundred Euro (EUR 100,-) each.

The shares shall be in registered form. A register of shares shall be held at the registered office of the company.»

Alsdann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital um zehntausend Euro (EUR 10.000,-) zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Betrag von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) auf einundvierzigtausend Euro (EUR 41.000,-) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von einhundert (100) neuen Aktien von je einhundert Euro (EUR 100,-), welche dieselben Rechte und Vorteile besitzen, wie die bereits bestehenden Aktien.

Die Generalversammlung stellt fest, dass die Einzahlung durch die Gesellschafter im Verhältnis ihrer jetzigen Beteiligung am Kapital erfolgte, sodass die Summe von zehntausend Euro (EUR 10.000,-) der Gesellschaft MANAGEMENT TECHNOLOGIE DEVELOPMENT HOLDING S.A. ab sofort zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich feststellt.

Zweiter Beschluss

Zwecks Anpassung der Satzungen an den hiervor genommenen Beschluss, beschliesst die Generalversammlung den ersten und zweiten Absatz von Artikel drei (3) der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Deutsche Fassung:

«**Art. 3. (erster und zweiter Absatz).** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einundvierzigtausend Euro (EUR 41.000,-), eingeteilt in vierhundertzehn (410) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Alle Aktien sind Namensaktien. Am Gesellschaftssitz wird ein Aktienregister geführt.»

Englische Fassung:

«**Art. 3. (first and second paragraph).** The corporate capital is fixed at forty-one thousand Euro (EUR 41.000,-), represented by four hundred and ten (410) shares of one hundred Euro (EUR 100,-) each.

The shares shall be in registered form. A register of shares shall be held at the registered office of the company.»

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt neunhundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns, dem Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: S. Grün, M. Thorn, J.-C. Gudenburg, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2005, vol. 535, fol. 7, case 6. – Reçu 100 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 16. Januar 2006.

J. Seckler.

(006674.3/231/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

KRONEN INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 113.352.

—
STATUTS

L'an deux mille cinq, le treize décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société de droit de Belize VAL INVEST S.A., ayant son siège social à Belize City, Jasmine Court, 35, Regent Street, (Belize),

ici dûment représentée par Monsieur Jürgen Fischer, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, en vertu d'une procuration générale lui délivrée.

2.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques BOULDER TRADE Ltd., avec siège social à Tortola, Road Town, Wickhams Cay, (Iles Vierges Britanniques),

ici dûment représentée par Monsieur Jürgen Fischer, préqualifié, en vertu d'une procuration générale lui délivrée.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de KRONEN INVESTMENTS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-six mille euros (36.000,- EUR), représenté par trois cent soixante (360) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révoquables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs de la société, ou par la seule signature de toutes personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les Convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2005.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2006.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société de droit de Belize VAL INVEST S.A., ayant son siège social à Belize City, Jasmine Court, 35, Regent Street, (Belize), trois cent cinquante actions	350
2.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques BOULDER TRADE Ltd., avec siège social à Tortola, Road Town, Wickham's Cay, Tortola, (Iles Vierges Britanniques), dix actions.	10
Total: trois cent soixante actions	360

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente-six mille euros (36.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) La société de droit de Belize VAL INVEST S.A., ayant son siège social à Belize City, Jasmine Court, 35, Regent Street, (Belize), inscrite au Registre des Sociétés de Belize sous le numéro 16.907;

b) La société de droit des Iles Vierges Britanniques BOULDER TRADE Ltd., avec siège social à Tortola, Road Town, Wickhams Cay, (Iles Vierges Britanniques), inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 174.979;

c) La société de droit des Iles Vierges Britanniques COSTALIN Ltd., avec siège social à Tortola, Road Town, Wickhams Cay, (Iles Vierges Britanniques), inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 177.056.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- La société à responsabilité limitée UHY FIBETRUST, S.à r.l., avec siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Société de Luxembourg, section B, sous le numéro 35.966.

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

5.- Le siège social est établi à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualités, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Fischer, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2005, vol. 535, fol. 5, case 8. – Reçu 360 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 janvier 2006.

J. Seckler.

(006505.3/231/143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

FIDEX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 113.354.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., ayant son siège social à Tortola, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I (Iles Vierges Britanniques);

2.- La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., ayant son siège social à Panama-City, Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street (Panama).

Les deux comparantes sont ici représentées par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à L-6410 Echternach, 11, Impasse Alferweiher,

en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquelles comparantes ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FIDEX INTERNATIONAL S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra participer à la création et au développement de toute société ou entreprise et pourra leur accorder toute assistance. D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration n'est pas autorisé à disposer et/ou à affecter en garantie sous quelque forme que ce soit les immeubles et les participations détenus par la société, en tout ou partie. En conséquence de quoi, la disposition et l'affectation en garantie de tout ou partie des immeubles et participations de la société seront de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications de statuts.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, la mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de juin à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2006.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2007.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., prédésignée, cent cinquante-cinq actions	155
2. La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., prédésignée, cent cinquante-cinq actions	155
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été libérées pour un montant total de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) par des versements en numéraire, de sorte que cette somme se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

34344

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Bruno Beernaerts, licencié en droit (UCL), né à Ixelles (Belgique), le 4 novembre 1963, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;

- Monsieur David De Marco, directeur, né à Curepipe (Ile Maurice), le 15 mars 1965, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;

- Monsieur Gianluca Ninno, fiscaliste, né à Policoro (Italie), le 7 avril 1975, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Olivier Dorier, employé privé, né à Saint-Remy/Saône et Loire (France), le 25 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

4.- Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2010.

5.- Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2005, vol. 535, fol. 6, case 9. – Reçu 310 euros.

Junglinster, le 16 janvier 2006.

J. Seckler.

(006508.3/231/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

LOCATIONS, ARCHIVES ET BUREAUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-5366 Munsbach, Zone Industrielle.

R. C. Luxembourg B 15.257.

Extract of the minutes of the Annual General Meeting of the partners held on July 14th 2005

The meeting reappoints the Managing Directors for a statutory term expiring at the date of the next Annual General Meeting to be held in 2006.

The present Directors are:

- Mr Allan Patrick Lowe, Director, residing in Senningen;

- Mr Bernard Moreau, Director, residing in Sandweiler.

Traduction en français:

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale annuelle des associés qui s'est tenue le 14 juillet 2005

L'assemblée décide de reconduire le mandat des gérants pour une nouvelle période statutaire se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2006.

Le conseil de gérance se compose des gérants:

- M. Allan Patrick Lowe, Directeur, demeurant à Senningen;

- M. Bernard Moreau, Directeur, demeurant à Sandweiler.

Certified true extract

Pour extrait conforme

LOCATIONS, ARCHIVES ET BUREAUX, S.à r.l.

A.P. Lowe

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2005, réf. LSO-BH02787. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004728.3/850/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BIRDHILL S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.458.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07540, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2006.

Signature.

(004626.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

BIRDHILL S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.458.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07544, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2006.

Signature.

(004628.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

BIRDHILL S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.458.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07547, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2006.

Signature.

(004631.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

BIRDHILL S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 44.458.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2005, réf. LSO-BL07551, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2006.

Signature.

(004633.3/510/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2006.

PERRARD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 94, rue du Grünewald.
R. C. Luxembourg B 17.228.

Constituée par-devant M^e André Prost, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 17 décembre 1979, acte publié au Mémorial C n° 55 du 17 mars 1980, modifiée par-devant M^e Léon-Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 12 octobre et du 30 octobre 1984, actes publiés au Mémorial C n° 333 du 8 décembre 1984, modifiée par-devant le même notaire, en date du 18 mai 1990, acte publié au Mémorial C n° 429 du 22 novembre 1990, modifiée par acte sous-seing privé avec effet au 1^{er} décembre 1995, l'avis afférent a été publié au Mémorial C n° 89 du 21 février 1996, modifiée par acte sous-seing privé en date du 12 février 1998, l'avis afférent a été publié au Mémorial C n° 508 du 10 juillet 1998, modifiée par acte sous-seing privé en date du 7 septembre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C n° 705 du 8 mai 2002, modifiée par-devant M^e Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 1^{er} juillet 2005, acte publié au Mémorial C n° 1140 du 3 novembre 2005.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM02870, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2006.

Pour PERRARD, S.à r.l.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(004761.3/1261/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

STANKOWITZ INNOVATION S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.

H. R. Luxemburg B 113.199.

Verwaltungsratssitzung vom 22. Dezember 2005

Versammelten sich die Verwaltungsratsmitglieder der Aktiengesellschaft STANKOWITZ INNOVATION S.A., mit Sitz in L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Beck im Amtssitz in Echternach am 22. Dezember 2005, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, noch nicht eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg,

nämlich:

a) Herr Reinhard Hans Heiner Stankowitz, Elektroniker, Feinmechaniker, wohnhaft in D-49356 Diepholz, Schlesierstrasse 64;

b) Frau Sabine Stankowitz, Diplom-Kauffrau, wohnhaft in D-49356 Diepholz, Schlesierstrasse 64;

c) Herr Peter Langer, Elektroniker, wohnhaft in D-49424 Goldenstedt, Kleegrasweg 4.

Die Verwaltungsratsmitglieder, welche sich als gehörig einberufen erklären, haben einstimmig nachfolgenden Beschluss gefasst:

Einzigter Beschluss

Im Einverständnis der aussergewöhnlichen Generalversammlung enthalten in der Gründungsurkunde vom 22. Dezember 2005, sowie gemäss der Bestimmungen von Artikel 11 der Statuten, beschliessen die Mitglieder einstimmig, Herrn Reinhard Hans Heiner Stankowitz und Frau Sabine Stankowitz, beide vorgenannt, zu Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen, ihr Mandat endend bei der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2007.

Ein jeder der Delegierten des Verwaltungsrates hat die Befugnis die Gesellschaft im Rahmen der täglichen Geschäftsführung durch seine alleinige Unterschrift zu vertreten und rechtsgültig zu verpflichten.

Echternach, den 22. Dezember 2005.

Unterschriften.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2005, réf. DSO-BL00552. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(900151.2//29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 13 janvier 2006.

PERRARD MATERIEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 94, rue du Grünewald.

R. C. Luxembourg B 29.804.

Constituée par-devant M^e Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 30 décembre 1988, acte publié au Mémorial C n° 109 du 24 avril 1989, modifiée par-devant le même notaire en date du 11 mai 1993, acte publié au Mémorial C n° 360 du 9 août 1993, modifiée par acte sous-seing privé en date du 12 février 1998, l'avis afférent a été publié au Mémorial C n° 508 du 10 juillet 1998, modifiée par acte sous-seing privé en date du 10 décembre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C n° 972 du 26 juin 2002, modifiée par-devant le même notaire en date du 15 avril 2002, acte publié au Mémorial C n° 1024 du 4 juillet 2002, modifiée par-devant le même notaire en date du 18 décembre 2002, acte publié au Mémorial C n° 122 du 6 février 2003, modifiée par-devant M^e Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 1^{er} juillet 2005, acte publié au Mémorial C n° 1140 du 3 novembre 2005.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM02866, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2006.

Pour PERRARD MATERIEL, S.à r.l.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(004760.3/1261/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

RAYM. WEYLAND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3355 Leudelange, 90, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 67.422.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01582, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 12 janvier 2006.

Signature.

(004792.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

**ICBC LUXEMBOURG BRANCH, INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA Ltd.,
LUXEMBOURG BRANCH,
(anc. INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA LUXEMBOURG BRANCH).**

Siège de la société mère: 100031 Beijing, China.
Adresse de la succursale: L-2132 Luxembourg, 8-10, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 72.531.

La dénomination du siège social est changée comme suit:
INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA LIMITED (abréviation: INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA ou ICBC), 55, Fuxingmennei Dajie, Xicheng District, 100031 Beijing, China.

La forme juridique est changée: joint stock limited company.

La dénomination de la succursale est changée comme suit:
INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA Ltd., LUXEMBOURG BRANCH (abréviation: ICBC LUXEMBOURG BRANCH), 8-10, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Les responsables de la succursale sont modifiés comme suit:

Monsieur Wu Bin, Directeur Général;
Monsieur Zhan Yiqun, Directeur Adjoint;
Monsieur Sun Xiang, Assistant du Directeur Général.

Dispositions de la société: une société de droit chinois.

Les activités de la succursale: Toute opération permise aux banques par la loi modifiée du 5 avril 1993.

Fait à Luxembourg, le 13 janvier 2006.

INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA Ltd., LUXEMBOURG BRANCH

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03508. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004794.3/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

VALUE IN ACTION HOLDING S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 75.548.

EXTRAIT

En vertu d'un procès-verbal constatant des décisions prises le 16 février 2005 par le Gérant commandité VALUE IN ACTIONS HOLDING, S.à r.l., la Société a procédé au rachat de 1.480 actions de commanditaire de catégorie A, 60 actions de commanditaire de catégorie B, 1.080 actions de commanditaire de catégorie D et 109 actions de commanditaire de catégorie E conformément aux dispositions de l'Article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales pour un prix de rachat déterminé conformément aux dispositions de l'Article 10 des statuts de la Société.

Lesdites actions sont conservées dans le portefeuille de la Société sans être annulées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2005.

Pour VALUE IN ACTION HOLDING S.C.A.

VALUE IN ACTION HOLDING, S.à r.l.

Gérant Commandité

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01510. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004716.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

IMMO-KAMPEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6685 Merttert, 14, rue du Port.
R. C. Luxembourg B 81.824.

A Monsieur Victor Feyder, Président,

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner de mes fonctions de commissaire aux comptes à compter de la date de l'assemblée générale de l'exercice 2004, qui se tiendra le 21 décembre 2005.

Fait à Remich, le 2 décembre 2005.

Jean Vanolst.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03458. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004773.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SPRING MULTIPLE 2002 S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 81.161.

—
EXTRAIT

En vertu d'un procès-verbal constatant des décisions prises le 3 octobre 2005 par le Gérant Commandité SPRING MULTIPLE, S.à r.l., la Société a procédé au rachat de 16 actions de Commanditaire de classe A, 2.676 actions de Commanditaire de classe B1/B2, 61 actions de Commanditaire de classe C, 518 actions de Commanditaire de classe D, 139 actions de Commanditaire de classe E, 124 actions de Commanditaire de classe H, 691 actions de Commanditaire de classe I, 100 actions de Commanditaire de classe J, 2.061 actions de Commanditaire de classe K, 7.100 actions de commanditaire de classe L, 339 actions de commanditaires de classe N et 286 actions de Commanditaire de classe O conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales pour un prix de rachat déterminé conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts de la Société.

Lesdites actions sont conservées dans le portefeuille de la Société sans être annulées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

Pour la société SPRING MULTIPLE 2002 S.C.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 novembre 2005, réf. LSO-BK00374. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004715.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

MDC-LP HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 103.647.

—
En date du 28 novembre 2004, l'associé unique de la société MDC-LP HOLDING, S.à r.l., OFFSET DEVELOPMENT COMPANY, a modifié sa dénomination sociale en MUBADALA DEVELOPMENT COMPANY.

Luxembourg, le 17 novembre 2005.

Pour avis sincère et conforme

Pour MDC-LP HOLDING, S.à r.l.

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Ch. Agata / J. Claeys

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2005, réf. LSO-BK05326. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004809.3/029/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

GLASS LUXEMBOURG II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,-.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R. C. Luxembourg B 76.996.

—
Extrait des résolutions adoptées par les associés en date du 30 décembre 2005

Les mandats des gérants:

M. Hermanus R.W. Troskie;

Mme Kristel Segers;

M. Yves Alexandre;

M. Craig Bottger;

M. Thomas Walker;

sont renouvelés pour une durée indéterminée.

Le mandat de ERNST & YOUNG en tant de commissaire aux comptes n'est pas renouvelé.

Luxembourg, le 9 janvier 2006.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02306. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004863.3/631/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

PURA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 79.643.

DISSOLUTION

In the year two thousand and five, on the twenty-first day of December.

Before Us, Maître Marc Lecuit, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PURA ESTABLISHMENT, an Establishment under the laws of Liechtenstein, with registered office at Mauren, Fuerst-Franz-Josef-Strasse 42, Liechtenstein, registered with the trade register of Liechtenstein under the number H. 1069/96, hereby represented by Maître Patricia Thill, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Mauren (Liechtenstein) on December 15, 2005, which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed and submitted together with it to the registration authorities.

Which appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows:

- that the société anonyme PURA HOLDING S.A., with registered office in L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse, has been established according to a deed received by Maître Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, on December 21st, 2000, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 558 of July 23rd, 2001, amended by a deed received by the same notary, on September 19th, 2001, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 225 of February 9th, 2002,

- that the company is registered in the trade register of Luxembourg under the number B 79.643,

- that the share capital is established at 150,000.- USD (one hundred fifty thousand Dollars of the United States of America), represented by 1,500 shares with a par value of 100.- USD (one hundred Dollars of the United States of America) each,

- that the appearing party has successively acquired the totality of shares of the company PURA HOLDING S.A., and hereby declares the anticipatory and immediate dissolution of the company,

- that the said appearing party, in its capacity as liquidator of said company PURA HOLDING S.A., states that all liabilities of the company are settled,

- that the said company's activities have ceased,

- that the said appearing party as the sole shareholder is thus invested with the totality of assets and undertakes to settle all and any liabilities of the said company whose liquidation thus is hereby closed,

- that full discharge is granted to the company's directors and statutory auditor «commissaire aux comptes» for their respective duties,

- that all the shares of the company are owned by said appearing party, evidence thereof has been given to the undersigned notary; that there should be proceeded to the cancellation of all issued shares,

- that all books and documents of the company shall be kept for the legal duration of five years at the company's former registered office.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

Costs

The costs, expenses, fees and charges to be borne by the company in connection with the present deed are estimated at eight hundred Euro (800.- EUR).

Drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing person, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend fünf, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem Notar Marc Lecuit, mit Amtswohnsitz in Redange-sur-Attert, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

PURA ESTABLISHMENT, eine Anstalt nach dem Recht des Fürstentums Liechtenstein, mit Sitz in Mauren, Fürst-Franz-Josef-Strasse 42, Liechtenstein, eingetragen im Handelsregister Liechtenstein unter der Nummer H. 1069/96, hier vertreten durch Maître Patricia Thill, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, erteilt in Mauren (Liechtenstein), am 15. Dezember 2005, welche nach *ne varietur* Zeichnung durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar an vorliegender Urkunde verbleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

Die Erschienene, hierbei vertreten wie oben beschrieben, ersucht den Notar um Beurkundung des folgenden:

- die anonyme Gesellschaft PURA HOLDING S.A., mit Sitz in L-2320 Luxemburg, 67, boulevard de la Pétrusse, wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Tom Metzler, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg, vom 21. Dezember 2000, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 58 vom 23. Juli 2001, abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch denselben Notar vom 19. September 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 225 vom 9. Februar 2002,

- ist eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 79.643,

- ihr Kapital beträgt 150.000,- USD (einhundertfünfzigtausend amerikanische Dollar), eingeteilt in 1.500 Aktien à 100,- USD (ein hundert amerikanische Dollar), voll eingezahlt,
 - die Erschienene ist inzwischen alleinige Eigentümerin sämtlicher Aktien geworden, und erklärt ausdrücklich die anonyme Gesellschaft PURA HOLDING S.A. hiermit aufzulösen,
 - die Erschienene, in ihrer Eigenschaft als Liquidator besagter Gesellschaft PURA HOLDING S.A., erklärt, dass sämtliche Schulden der Gesellschaft bezahlt worden sind,
 - die Erschienene erklärt, dass die Gesellschaft ihre Aktivitäten eingestellt hat,
 - die Erschienene ist als alleinige Eigentümerin sämtlicher Aktien besagter Gesellschaft PURA HOLDING S.A. Eigentümerin der gesamten Aktiva der besagten Gesellschaft und übernimmt sämtliche Passiva besagter Gesellschaft, deren Liquidation somit abgeschlossen ist,
 - den bisherigen Verwaltungsratsmitgliedern und dem Aufsichtskommissar wird vorbehaltlos die Entlastung für ihre Mandate erteilt,
 - sodann erklärt die Erschienene, dass sämtliche Aktien in ihrem Besitz sind und weist dies dem beurkundenden Notar nach; sämtliche ausgegebenen Aktien sollen annulliert werden,
 - die Geschäftsbücher verbleiben während des gesetzlich festgelegten Zeitraums von fünf Jahren am früheren Sitz der Gesellschaft zu Luxemburg.
- Der Besitzer einer Kopie der vorliegenden Urkunde ist mit sämtlichen Vollmachten versehen, um die erforderlichen Veröffentlichungen und Registrierungen vorzunehmen.

Kosten

Die Kosten die der Gesellschaft auf Grund vorliegender Urkunde anfallen, werden auf achthundert Euro (800,- EUR) abgeschätzt.

Hierüber wird Urkunde aufgenommen zu Luxemburg mit dem Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden hat die Erschienene, die dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, diese Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: P. Thill, M. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, vol. 406, fol. 90, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): T. Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert le 30 décembre 2005.

M. Lecuit.

(000777.3/243/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2006.

ARGENT GESTION S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1371 Luxemburg, 7, Val Sainte Croix.

H. R. Luxemburg B 113.369.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend und fünf, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Schwachtgen, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Die INTERCONSULT LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxemburg, gegründet auf Grund einer notariellen Urkunde vom sechsten mai neunzehnhundertzweiundneunzig, welche im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 444 vom fünften Oktober neunzehnhundertzweiundneunzig veröffentlicht wurde, zuletzt abgeändert auf Grund einer notariellen Urkunde vom elften November zweitausend und fünf, welche im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 477 vom einundzwanzigsten mai zweitausend und fünf veröffentlicht wurde und eingetragen in das Handels- und Gesellschaftsregister, Luxemburg unter der Nummer B. 40.312, vertreten durch Herr Alexis Kamarowsky und Frau Danielle Caviglia,

hier vertreten durch Frau Maité Melaye, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 21. Dezember 2005 (Gesellschafter 1); und

2) Herr Alexis Kamarowsky, mit Geschäftsadresse in 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxemburg, hier vertreten durch Frau Maité Melaye, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 21. Dezember 2005 (Gesellschafter 2).

Die Vollmachten bleiben nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten sowie den unterzeichneten Notar dieser Gründungsurkunde einer Gesellschaft als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienenen (wobei die Gesellschafter wie oben angeführt vertreten sind) ersuchen den unterzeichneten Notar die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

SATZUNG

Art. 1. Form und Bezeichnung

Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht, die als Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) den Bestimmungen des luxemburgischen Verbriefungsgesetzes vom 22. März 2004 (das Verbriefungsgesetz 2004) unterworfen ist und die Bezeichnung ARGENT GESTION S.A. führt (die Gesellschaft).

Art. 2. Sitz der Gesellschaft

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt wer-

den. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen, Agenturen Vertretungen und Büros im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten zu beeinträchtigen drohen oder beeinträchtigen, ist der Verwaltungsrat befugt, den Sitz der Gesellschaft nach Maßgabe der im Großherzogtum Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend in einen anderen Staat zu verlegen und die Verlegung ausländischen Behörden oder anderen zur Kenntnis zu bringen. Unbeachtlich einer vorübergehenden Sitzverlegung der Gesellschaft außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, behält die Gesellschaft ihre luxemburgische Nationalität bei und bleibt weiterhin dem luxemburgischen Recht unterworfen.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft

Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Die Gesellschaft kann durch einen, in Übereinstimmung mit den in Artikel 24 vorgeschriebenen Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen getroffenen, Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre jederzeit aufgelöst werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Eingehen und Durchführen von, sowie das Fungieren als Gesellschaft für, jedwede(r) Form von Verbriefungstransaktionen, soweit dies gemäß den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes 2004 zulässig ist. Zu diesem Zweck ist die Gesellschaft befugt und ermächtigt, unter anderem, die im Zusammenhang mit dem Halten oder Besitzen von Verbindlichkeiten, Forderungen und/oder anderer Güter bzw. Vermögenswerte (einschließlich Wertpapieren jedweder Art), seien diese beweglicher oder unbeweglicher, vertretbarer oder unvertretbarer Natur, stehenden Risiken, sowie Risiken aus Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten Dritter oder solche Risiken, die der gesamten oder Teilen der Tätigkeit Dritter anhaften, durch das Begeben von Wertpapieren jedweder Art, deren Wert oder Ertrag an diese Risiken gekoppelt ist, direkt oder durch eine andere juristische Person bzw. ein anderes Vehikel indirekt zu erwerben oder zu übernehmen.

Die Gesellschaft darf diese Risiken durch den Erwerb, in jedweder Art und Weise, von Ansprüchen, Forderungen und/oder Vermögenswerten, so wie durch das Garantieren dieser Forderungen oder Verbindlichkeiten, oder indem sie sich selbst in jedweder Art und Weise verpflichtet, übernehmen.

Zweck der Gesellschaft ist (i) der Erwerb, das Halten und das Verfügen, in jedweder Form und durch jedwede Mittel, unmittelbar oder mittelbar, von bzw. über, Beteiligungen, Rechten und Anteilen an, und Schuldverschreibungen von, luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, (ii) der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder in anderer Form und Übertragung durch Verkauf, Umtausch oder in anderer Form, von Aktien, Schuldverschreibungen, Anleihen, Schuldscheinen und anderer Wertpapiere oder Finanzinstrumente jedweder Art, sowie das Eingehen und Abschließen diesbezüglicher Verträge und (iii) das Halten als Eigentümer, die Verwaltung in jeglicher Art und Weise und die Entwicklung von Portfolios (einschließlich, unter anderem, der unter (i) und (ii) oben genannten Vermögenswerte). Die Gesellschaft kann auch Anteile an Personenkapitalgesellschaften und anderen Gesellschaftsformen erwerben, halten bzw. darüber verfügen.

Die Gesellschaft darf sich Finanzmittel und Kredite in jeder Art und Weise beschaffen bzw. aufnehmen. Die Gesellschaft darf Schuldverschreibungen, Anleihen, Schuldscheine, Zertifikate, Aktien, Genussscheine, Warrants, sowie andere Arten von Wertpapieren oder Finanzinstrumenten begeben, einschließlich eines oder mehrerer Emissionsprogramme. Die Gesellschaft kann ebenso Kredite, einschließlich der aus jeder Art der Finanzmittelbeschaffung und/oder Emission von Wertpapieren resultierenden Erlöse, an ihre Tochtergesellschaften, Konzerngesellschaften oder an andere Gesellschaften vergeben, bzw. Leihweise zur Verfügung stellen.

In Übereinstimmung mit und soweit zulässig unter den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes 2004, darf die Gesellschaft auch Garantien und Sicherheiten über ihre Vermögenswerte geben, um die zum Zwecke der Verbriefung dieser Vermögenswerte eingegangenen Verpflichtungen oder um den Vorzug der Investoren (einschließlich ihres Treuhänders oder Vertreters) und/oder jeder emittierenden Person, die an einer Verbriefungstransaktion beteiligt ist, zu sichern. Der Gesellschaft ist es nicht gestattet, Teile oder die Gesamtheit ihres Vermögens zu verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Art und Weise zu besichern, soweit dies die Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes 2004 nicht erlauben.

Die Gesellschaft darf Swaps, Futures, Forwards, Derivate, Optionen, Wertpapierpensions- und Wertpapierdarlehensgeschäfte sowie vergleichbare Transaktionen abschließen und ausführen. Unbeschadet der Allgemeingültigkeit des vorangehenden Satzes, darf die Gesellschaft grundsätzlich alle Investmenttechniken und -instrumente zum Zwecke der wirtschaftlichen und effizienten Verwaltung derselben verwenden, einschließlich solcher Techniken und Instrumente, die der Absicherung gegen Kreditrisiken, Wechselkursrisiken von Devisen, Zinssatzrisiken sowie sonstiger Risiken dienen.

Die obigen Ausführungen sind im weitesten Sinne zu verstehen und auszulegen und ihre Aufzählung ist nicht abschließend. Der Gesellschaftszweck soll all diejenigen Transaktionen und Vereinbarungen umfassen, die die Gesellschaft angeht, sofern diese nicht im Widerspruch zu den oben aufgezählten Zwecken stehen.

Grundsätzlich ist die Gesellschaft befugt und ermächtigt, jede Kontroll- und Überwachungsmaßnahme zu ergreifen, sowie die Handlung oder die Transaktion vorzunehmen oder einzugehen, die die Gesellschaft für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für zweckmäßig erachtet.

In Übereinstimmung mit dem Verbriefungsgesetz 2004, ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft ermächtigt bis zu drei Teilvermögen, die Teilvermögen A, B und C (compartiments) zu gründen, die die jeweils einer bestimmten Wertpapieremission zurechenbare Vermögenswerte darstellen und die einen bestimmten (vom übrigen Vermögen der Gesellschaft rechtlich unabhängigen) Vermögensanteil darstellen.

Art. 5. Vermögenstrennung

Alle Vermögenswerte, die einem bestimmten Teilvermögen zugeordnet sind, stehen ausschließlich den Investoren der Wertpapiere des entsprechenden Teilvermögens und den Gläubigern, deren Ansprüche im Zusammenhang mit der Gründung, Durchführung oder Abwicklung dieses Teilvermögens entstanden sind, zu. Sollten, ungeachtet des Vorangehenden, nach vollständiger Tilgung oder Rückzahlung der Anleihe, die einem Teilvermögen zuzuordnen ist und vollständiger Befriedigung und Erlöschung der Verpflichtungen der Gesellschaft gegenüber anderen Gläubigern, deren Ansprüche im Zusammenhang mit Anleihe oder mit der Gründung, Durchführung oder Abwicklung dieses Teilvermögens entstanden sind, Vermögenswerte in diesem Teilvermögen verbleiben, darf der Verwaltungsrat diese überschüssigen Vermögenswerte zur Befriedigung solcher Gesellschaftsgläubiger verwenden, deren Ansprüche keinem bestimmten Teilvermögen zugeordnet werden können.

Art. 6. Konkursverzichtsklausel

Im Einklang mit den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes 2004, sind weder die Erwerber von Schuldverschreibungen der Gesellschaft infolge des Erwerbs dieser Schuldverschreibungen noch alle übrigen Gläubiger der Gesellschaft berechtigt, die Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines ihrer Teilvermögen zu pfänden oder pfänden zu lassen oder einen Insolvenzantrag oder in sonstiger Weise die Eröffnung eines Gesamtvollstreckungs- oder Sanierungsverfahrens im Hinblick auf die Gesellschaft oder eines ihrer Teilvermögen zu stellen oder zu beantragen.

Art. 7. Kapital der Gesellschaft

Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt 50.000,- (fünfzigtausend) Euro, gestückelt in 50 (fünfzig) Aktien mit einem Nennwert von je 1.000,- (eintausend) Euro.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Generalversammlung, der unter den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Mehrheitsbedingungen gemäß Artikel 24 getroffen wird. Es müssen jedoch mindestens 50% der Aktionäre bei jener Generalversammlung anwesend sein, damit der Beschluss als rechtmäßig getroffen gilt.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, während einer Dauer von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Gründung der Gesellschaft, das Gesellschaftskapital bis auf insgesamt EUR 1.000.000,000 (eine Milliarde) Euro zu erhöhen, durch die Ausgabe von 999.900 (neunhundertneunundneunzigtausend neunhundert) zusätzlicher neuer Aktien mit einem Nennwert von 1.000 (eintausend) Euro pro Aktie.

Der Verwaltungsrat hat die weitreichendsten Befugnisse um:

- die beschlossene Kapitalerhöhung vorzunehmen, in einer einzigen Ausgabe, in mehreren Teilausgaben, oder durch die laufende Ausgabe von neuen Aktien, welche durch Bareinzahlung, Sacheinbringung, Umwandlung von Aktionärsforderungen, oder, nach Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre, durch Einbringung des Gewinns oder der Rücklagen ins Kapital, eingezahlt werden können;
- Ort und Zeitpunkt dieser Ausgabe(n), Zeichnungs- und Einzahlungsbedingungen dieser zusätzlichen Aktien zu bestimmen; und
- das Vorzugszeichnungsrecht der Aktionäre einzuschränken oder aufzuheben.

Der Verwaltungsrat darf auf das bedingte Kapital ausschließlich zu Zwecken der Wandlung der von der Gesellschaft begebenen Wandelschuldverschreibungen zurückgreifen und das Kapital der Gesellschaft nur entsprechend der vorgenommenen Wandlung erhöhen.

Jede weitere Erhöhung des Gesellschaftskapital nach erfolgter Wandlung der durch die Gesellschaft begebenen Wandelschuldverschreibungen bedarf eines vorherigen einstimmigen Beschlusses aller Aktionäre der Gesellschaft.

Als Folge jeder erfolgten und notariell beurkundeten Kapitalerhöhung wird Absatz eins dieses Artikels der Satzung abgeändert, um der jeweiligen Kapitalerhöhung zu entsprechen. Der Verwaltungsrat oder eine hierzu von letzterem bevollmächtigte Person kann diese Änderung notariell beurkunden lassen.

Der Verwaltungsrat ist bei Wandlung der Wandelschuldverschreibung in eigene Aktien verpflichtet, die neuen Aktien, die infolge der Wandlung ausgegeben werden, dem jeweiligen unter Artikel 4, letzter Absatz genannten Teilvermögen zuzuordnen, dem die Wandelsschuldverschreibung vor Wandlung ursprünglich zugeordnet worden war.

Art. 8. Aktien der Gesellschaft

Die Aktien der Gesellschaft können, auf Wunsch der Gesellschafter, unter der Form von Namensaktien (actions nominatives) oder Inhaberaktien (actions au porteur) ausgegeben werden und bestehen, ausser falls das Gesetz etwas anderes vorsieht.

Am Gesellschaftssitz wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das die genaue Bezeichnung des Aktionärs (Name und Wohnsitz/Gesellschaftssitz), die Zahl seiner Aktien, das eingezahlte Kapital pro Aktie und die Übertragung mit deren Datum eingetragen wird.

Der Erwerb eigener Aktien ist unter denen vom Gesetz vorgeschriebenen Bedingungen möglich.

Art. 9. Übertragung der Aktien

Die Abtretung der Aktien geschieht mittels einer Übertragungserklärung, die vom Abtretenden und von dem Erwerber oder deren Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden muss und wird anschließend in das Aktienregister der Gesellschaft eingetragen. Die Gesellschaft kann auch die Abtretung der Aktien mittels anderer Schriftstücke annehmen und die Abtretung infolge dieser Schriftstücke in das Aktienregister eintragen.

Art. 10. Schuldverschreibungen

Alle Schuldverschreibungen, die von der Gesellschaft als Namensschuldverschreibungen (obligations nominatives) begeben werden, dürfen unter keinen Umständen in Inhaberschuldverschreibungen (obligations au porteurs) umgewandelt werden.

Art. 11. Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft

Jede ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft repräsentiert alle Aktieninhaber der Gesellschaft.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden.

Der Verkauf jeglicher Güter der Gesellschaft bedarf eines einstimmigen Beschlusses aller Aktionäre der Gesellschaft.

Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre findet alljährlich am zweiten Mittwoch des Monats April um 11.00 Uhr in der Stadt Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, statt. Ist dieser Tag in einem Jahr ein gesetzlicher Feiertag oder ein Bankfeiertag, so findet diese am nächsten Bankarbeitstag statt.

Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre kann im Ausland abgehalten werden, wenn außerordentliche Ereignisse dies verlangen, wobei die Feststellung des Vorliegens außerordentlicher Ereignisse im absoluten und alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates liegt.

Andere Aktionärsversammlungen der Gesellschaft können am Ort und zu der Zeit abgehalten werden die im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben sind.

Art. 12. Einberufung, Beschlussfähigkeit, Vollmacht und Einberufungsschreiben

Einberufung und Beschlussfähigkeit der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft sind vom Gesetz bestimmt, wenn nicht anders im Einberufungsschreiben vorgesehen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Jeder Aktionär kann sich durch eine andere Person, die hierzu privatschriftlicher bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, Telegramm, Telex oder E-Mail, die mit einer nach luxemburgischen Recht gültigen elektronischen Signatur versehen ist) bei der Generalversammlung der Aktionäre vertreten lassen.

Soweit vom Gesetz oder der Satzung nichts anderes bestimmt wird, werden die auf ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlungen der Aktionäre gefassten Beschlüsse durch eine einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktien genehmigt.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und bezeichnen sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung informiert, kann die Generalversammlung der Aktionäre auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 13. Verwaltung und Aufsicht

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht unbedingt Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Der Verwaltungsrat wird von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt.

Die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, ihre Tantiemen sowie die Dauer ihrer jeweiligen Mandate.

Die Generalversammlung der Aktionäre kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit abberufen und ein neues Mitglied bestellen.

Bei Vakanz eines Verwaltungsratssitzes steht den verbleibenden Mitgliedern des Verwaltungsrates das Recht zu, für die vorläufige Besetzung des Verwaltungsrates Sorge zu tragen. Die endgültige Wahl und Ernennung des vorläufigen Mitglieds des Verwaltungsrates wird durch die nächste Generalversammlung der Aktionäre vorgenommen bzw. bestätigt.

Art. 14. Sitzungen des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen sowie einen Sekretär, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss, und der die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates sowie der Generalversammlung der Aktionäre zu Protokoll führt.

Der Vorsitzende erlässt unter Bekanntgabe des Ortes, der Zeit und der Tagesordnung die Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates, so oft die Angelegenheiten der Gesellschaft dies erfordern, sowie auf Antrag von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates.

Der Sekretär (falls vom Verwaltungsrat ernannt) oder ein Mitglied des Verwaltungsrates informiert alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich (mindestens 24 Stunden im Voraus) über das Datum der Sitzung des Verwaltungsrates, außer in Dringlichkeitsfällen. Worin ein solcher Dringlichkeitsfall besteht, muss im Einberufungsschreiben kurz erläutert werden.

Eine schriftliche Einberufung ist nicht notwendig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie ordnungsgemäß über die Verwaltungsratssitzung einschließlich deren Tagesordnung informiert wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich (per Brief, Fax, Telegramm, Telex oder E-Mail, die eine nach Luxemburger Recht rechtlich anerkannte elektronische Signatur enthält) auf eine schriftliche Einberufung verzichten. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich (per Brief, Telefax, Telegramm, Telex oder E-Mail, die eine nach Luxemburger Recht rechtlich anerkannte elektronische Signatur enthält) zu seiner Vertretung bevollmächtigen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Sitzung per Konferenzschaltung oder ähnlicher Kommunikationstechnik, die es den teilnehmenden Personen erlaubt, sich gegenseitig verständigen zu können, teilnehmen. In diesem Fall gilt das entsprechend teilnehmendes Mitglied des Verwaltungsrates als persönlich anwesend.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates.

Ungeachtet des vorgehenden, können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) sofern vor der Fassung eines solchen Beschlusses die Möglichkeit zur Erörterung unter den Mitgliedern des Verwaltungsrates, zum Beispiel in der in Absatz 6 dieses Artikels 14 genannten Art und Weise. Der Umlaufbeschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen und muss von jedem einzelnen Verwaltungsratsmitglied unterschrieben sein. Als Datum eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift.

Art. 15. Protokoll der Verwaltungsratssitzung

Das Protokoll der Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden müssen, werden vom Sekretär (falls ernannt) oder von einem Mitglied des Verwaltungsrates unterschrieben.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates verpflichten die Gesellschaft nicht wirksam gegenüber Dritten durch ihre alleinige Unterschrift, außer wenn der Verwaltungsrat bestimmt hat, dass ihre alleinige Unterschrift die Gesellschaft wirksam gegenüber Dritten verpflichtet.

Art. 17. Interessenkonflikte

Falls ein Verwaltungsratsmitglied ein persönliches, der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, welches dem Verwaltungsrat zur Beratung und/oder Entscheidung vorgelegt wird, muss es den Verwaltungsrat davon unterrichten und darf an der Beratung und Entscheidung eines solchen Geschäfts nicht teilnehmen. Dieses Geschäft, sowie das Interesse, das ein Verwaltungsratsmitglied daran hat, werden der nächsten Versammlung der Aktionäre zur Kenntnis gebracht.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an diesem Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt und mit dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstwie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 18. Übertragung der Befugnisse

Der Verwaltungsrat kann einer Person, die nicht unbedingt Aktionär der Gesellschaft sein muss, seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten (*délégué à la gestion journalière*). Diese Übertragung bedarf der vorherigen Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre.

Ferner kann der Verwaltungsrat Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft

Die Gesellschaft wird und ist wirksam gegenüber Dritten verpflichtet durch a) die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder b) durch die alleinige Unterschrift einer vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person.

Art. 20. Externe Wirtschaftsprüfer

Mit der Aufsicht und der Kontrolle der Tätigkeit der Gesellschaft werden ein oder mehrere unabhängige externe Wirtschaftsprüfer (*réviseurs d'entreprises*) betraut. Der oder die Wirtschaftsprüfer wird vom Verwaltungsrat im Einklang mit den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes 2004 bestellt. Der Verwaltungsrat legt das Honorar des externen Wirtschaftsprüfers sowie dessen Amtsdauer fest.

Art. 21. Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 22. Zuführung der Gewinne

Fünf Prozent des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind zur Bildung der gesetzlichen Rücklage (*réserve légale*) zu verwenden, solange diese zehn Prozent des nominellen (angegebenen oder, des unter den in Artikel 7 vorgesehenen Bedingungen, erhöhten bzw. herabgesetzten) Aktienkapitals nicht erreicht.

Über den verbleibenden Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung der Aktionäre. Unter Berücksichtigung von Artikel 89 c) des Verbriefungsgesetz 2004 ist die Gesellschaft verpflichtet alle Gewinne an die Aktionäre in Form von Dividenden auszuschütten, unabhängig vom Zeitpunkt dieser Ausschüttung. Die Dividenden können in Euro oder in einer anderen, vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung, ausbezahlt werden.

Eine auszuschüttende Dividende wird an den vom Verwaltungsrat festgesetzten Stellen und Terminen zum Zwecke der Auszahlung an die Aktionäre überwiesen.

Unter Berücksichtigung der in Artikel 72-2 des Gesellschaftsgesetzes 1915 enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 23. Auflösung und Liquidation

Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen im Einklang mit den in Artikel 24 enthaltenen Bedingungen zur Satzungsänderung gefassten Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, aufgelöst werden.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, zu welcher Zeit und aus welchem Grunde sie auch erfolgen möge, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt werden. Die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt die Befugnisse und Tantiemen des bzw. der Liquidatoren.

Wenn kein Liquidator bestellt wird, wird die Liquidation von den Mitgliedern des Verwaltungsrat durchgeführt.

Art. 24. Satzungsänderung

Diese Satzung kann, von Zeit zu Zeit, durch einen (im Einklang mit den im Gesellschaftsgesetz 1915 vorgesehenen Mehrheits- und Anwesenheitsbedingungen stehenden) Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft abgeändert werden.

Art. 25. Anwendbares Recht

Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht oder nicht wirksam festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes 1915 und des Verbriefungsgesetzes 2004.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit obigem Datum und endet am 31. Dezember 2006.

Die erste Generalversammlung der Aktionäre wird im Jahre 2007 abgehalten werden.

Zeichnung

Die Satzung ist hiermit aufgesetzt worden und die erscheinenden Parteien erklären hiermit, dass sie die 50 (fünfzig) Aktien der Gesellschaft, die das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft darstellen, wie folgt zeichnen wollen:

1. Gesellschafter 1, vorbenannt: 49 Aktien	EUR 49.000,-
2. Gesellschafter 2, vorbenannt: 1 Aktie	EUR 1.000,-
Gesamt: 50 Aktien	EUR 50.000,-

Die Gesamtheit der gezeichneten Aktien sind hiermit zu 100% (einhundert Prozent) durch die Aktionäre vollends in bar bezahlt worden, so dass die Summe von 50.000,- (fünzigtausend) Euro nun zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, worüber dem beurkundenden Notar Beweis erbracht worden ist.

Kostenfestsetzung

Der beurkundende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesellschaftsgesetz 1915 gesetzlich vorgeschriebenen Voraussetzungen erfüllt worden sind und ausdrücklich die Erfüllung diesbezüglich bezeugt. Außerdem bestätigt der beurkundende Notar, dass diese Satzung die Voraussetzungen des Artikel 27 des Gesellschaftsgesetzes 1915 erfüllt.

Die Summe der angefallenen Kosten, Auslagen, Gehälter und Gebühren, in welcher Form sie von der Gesellschaft zu übernehmen ist und dieser in Rechnung gestellt wird, wird ungefähr auf viertausendfünfhundert Euro (EUR 4.500,-) geschätzt.

Ausserordentliche Aktionärsversammlung

Die oben genannten Parteien, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital repräsentieren, sich selbst als ausreichend geladen erachtend, haben eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre vorgenommen, dabei festgestellt, dass diese rechtmäßig konstituiert ist und einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

1. die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 3 (drei) festgesetzt;
2. die folgenden Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrates der Gesellschaft bestellt:
 - a. Herr Alexis Kamarowsky, Geschäftsführer, geboren am 10. April 1947 in Strang (Bundesrepublik Deutschland), mit Geschäftsadresse in L-1371 Luxemburg, 7, Val Ste Croix;
 - b. Herr Federigo Cannizzaro di Belmontino, Geschäftsführer, geboren am 12. September 1964 in La Spezia (Italien), mit Geschäftsadresse in L-1371 Luxemburg, 7, Val Sainte Croix; und
 - c. Herr Jean-Marc Debaty, Geschäftsführer, geboren am 11 März 1966 in Rocourt (Belgien), mit Geschäftsadresse in L-1371 Luxemburg, 7, Val Sainte Croix;
3. die Amtszeit der unter 2. ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates wird mit Ablauf der Generalversammlung der Aktionäre im Jahre 2011; und
4. als Gesellschaftssitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erscheinenden Parteien, diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist und von einer in englischer Sprache verfassten Version gefolgt wird. Auf Ersuchen derselben erscheinenden Parteien im Falle von Unterschieden zwischen der deutschen und der englischen Fassung die deutsche Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg-Stadt, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erläuterung alles Vorstehenden an die erschienen Parteien, haben diese zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Melaye, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2005, vol. 151S, fol. 56, case 9. – Reçu 1.250 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. Januar 2006.

A. Schwachtgen.

(006781.3/230/348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

INCOM EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4303 Esch-sur-Alzette, 10, place des Remparts.
R. C. Luxembourg B 77.130.

Extraits du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associées du 5 janvier 2006

Suite à une cession de parts sociales, le capital social de la société se compose comme suit:

Mme Yvonne Dalle veuve Ryckebusch. 74 parts sociales

M. Gaetan Vecchio 26 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 5 janvier 2006.

A. Ryckebusch

Le gérant

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03578. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004835.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

INCOM EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4303 Esch-sur-Alzette, 10, place des Remparts.
R. C. Luxembourg B 77.130.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03563, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004826.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

ORANGENBURGER S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.972.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 27 décembre 2005

- Les démissions de Messieurs Carlo Schlessler, Administrateur demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et Jean-Robert Bartolini, Administrateur, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, avec effet au 27 décembre 2005, sont acceptées. Il ne sera pas pourvu à leur remplacement jusqu'à nouvel ordre.

Pour copie conforme

ORANGENBURGER S.A.

LOUV, S.à r.l. / MADAS, S.à r.l.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02726. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004898.3/795/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BARLA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.
R. C. Luxembourg B 101.831.

EXTRAIT

Il résulte d'une convention de transfert de part sociale du 9 janvier 2006 que Ferruccio Rossi, né le 24 février 1972 à La Spezia, Italie, et demeurant Via Libertà, 39 I-19022 Le Grazie (Portovenere), Italie a transféré la part sociale qu'il détenait dans la Société à Silvia Oteri, née le 3 mai 1971 à Milan, Italie, demeurant à via Poliziano 16, I-20154 Milan, Italie.

S. Michel

Gérante

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02762. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005609.2//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

PIZZERIA ROSSINI, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 37.612.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03106, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004859.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

REVE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 88.209.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 6 juin 2005 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 1 an le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs Glesener Guy, Kojima Masako, Kojima Hirohisa, Hayashi Yutaro en tant qu'administrateurs et la société AUDITEX, S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2006.

L'Assemblée renouvelle également le mandat d'Administrateur-délégué de Monsieur Hirohisa Kojima jusqu'à l'assemblée générale statutaire à tenir en 2006.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02469. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004966.3/3842/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

CRYOLOGISTIC INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 105.284.

Extrait (traduction) des résolutions prises par l'Actionnaire unique de la Société le 27 décembre 2005

Il a été décidé que:

1. La démission de M. James Scott Lyon avec effet au 27 décembre 2005 en tant que gérant de la Société a été acceptée.

Luxembourg, le 27 décembre 2005.

CRYOLOGISTIC PARTICIPATIONS, S.à r.l.

Représenté par P. Cassells

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2006, réf. LSO-BM01954. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004987.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

CRIALI INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 110.028.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire réunie au siège social le 27 décembre 2005 a nommé à l'unanimité Monsieur Antonio Pirillo, né le 20 mai 1961 à I-Rossano (CS) et résidant à I-40054 Budrio (BO), Via Vivaldi no. 15/12 comme nouvel administrateur de la société, portant ainsi le nombre des administrateurs à cinq.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, réf. LSO-BL09295. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005018.3/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

IL LIMONCELLO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3222 Bettembourg, 7, route de Dudelange.
R. C. Luxembourg B 90.455.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03103, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004856.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

RESTAURANT - PIZZERIA IL FRAGOLINO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2327 Luxembourg, 56-58, Montée de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 70.036.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, réf. LSO-BM03105, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Signature.

(004858.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

BRIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 18.475.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 18 octobre 2005

- La démission de Monsieur Jean-Paul Reiland de son mandat d'Administrateur est acceptée.

- La société LOUV, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg est nommée nouvel Administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Paul Reiland, démissionnaire. Le mandat de la société LOUV, S.à r.l. viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Fait à Luxembourg, le 18 octobre 2005.

Certifié sincère et conforme

BRIC S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02730. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004899.3/795/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 95.849.

Extrait des résolutions adoptées en date du 9 décembre 2005, lors de la réunion du Conseil d'Administration de la société

- La démission de Laurence Klopp en tant qu'administrateur de la société a été acceptée. Marion Muller, employée, demeurant professionnellement 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg, a été coopté en son remplacement.

Cette cooptation sera soumise aux actionnaires lors de la prochaine assemblée générale.

Le Conseil d'Administration sera dorénavant composé comme suit:

- Pascale Loewen, employée privée, demeurant professionnellement 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

- Denis Bour employé privé, demeurant professionnellement 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

- Marion Muller, employée, demeurant professionnellement 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, réf. LSO-BL08813. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004929.3/717/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

34359

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 95.849.

Extrait des résolutions adoptées en date du 9 décembre 2005 lors de l'Assemblée Générale de la société

La démission de Laurence Klopp en tant qu'Administrateur-Délégué de la société a été acceptée.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, réf. LSO-BL08815. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004930.2//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 95.849.

Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration de la société tenue au siège social le 9 décembre 2005

Le Conseil d'Administration a décidé de déléguer à Denis Bour, administrateur de la société, la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion. Cette délégation s'est faite dans le respect de l'autorisation préalable octroyée par l'assemblée générale des actionnaires du 9 décembre 2005. Il a le pouvoir de signature individuel.

Dorénavant, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Denis Bour, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg, Administrateur-Délégué;
- Pascale Loewen, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Marion Muller, demeurant professionnellement au 3A, rue G. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KLOPP & BOUR CONSEILS S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2005, réf. LSO-BL08819. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004932.2//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

SO.DE.CO. LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 73.685.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 28 décembre 2005 que:

Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs de la société:

- Maître Charles Duro, avocat, résidant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;
- Maître Lydie Lorang, avocate, résidant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;
- Maître Marianne Goebel, avocate, résidant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

A été réélue aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société:

- La société FIDUCIAIRE GRAND DUCALE, avec siège social à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2006, réf. LSO-BM02060. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004996.3/317/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

CRYOLOGISTIC PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 85.450.

Extrait (traduction) des résolutions prises par les Actionnaires de la Société le 27 décembre 2005

Il a été décidé que:

1. La démission de M. James Scott Lyon avec effet au 27 décembre 2005 en tant que gérant de la Société a été acceptée.

Luxembourg, le 27 décembre 2005.

TCL HOLDING AB

Représenté par P. Cassells

Directeur

ProLogis SERVICES, S.à r.l.

Représenté par ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l.

Gérant

Représenté par P. Cassells

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2006, réf. LSO-BM01956. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004994.3/000/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

KISLING INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 110.029.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire réunie au siège social le 27 décembre 2005 a nommé à l'unanimité Monsieur Andrea Minozzi, né le 18 septembre 1968 à I-Padova et résidant à I-35123 Padova, Passagio Tito Livio n° 5 comme nouvel administrateur de la société, portant ainsi le nombre des administrateurs à cinq.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, réf. LSO-BL09292. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005026.3/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

**STAR GERMAN PROPERTIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. KINGBU PROPERTIES, S.à r.l.).**

Registered office: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 110.801.

In the year two thousand and five, on the fifteenth of December.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

1.- The company under the laws of British Virgin Islands OSMENT INVESTMENT LIMITED, with registered office in Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (British Virgin Islands).

2.- The company under the laws of British Virgin Islands ZONDA MANAGEMENT LIMITED, with registered office in Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (British Virgin Islands).

3.- The company under the laws of British Virgin Islands MALOPO INVESTMENT HOLDINGS LIMITED, with registered office in Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (British Virgin Islands).

4.- The company under the laws of British Virgin Islands AMBERFIELD INVESTMENT HOLDINGS LIMITED, with registered office in Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (British Virgin Islands).

All are here represented by Mr Laurent Kind, private employee, professionally residing at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, by virtue of four proxies given under private seal.

The said proxies signed ne varietur by the mandatory and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

These appearing parties, represented as said before, declare and request the notary to act:

- That the limited liability company KINGBU PROPERTIES, S.à r.l., having its registered office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, (R.C.S. Luxembourg section B number 110.801), has been incorporated by deed of the undersigned notary on the 21st of September 2005, not yet published in the Mémorial C.

- That the appearing parties, represented as said before, are the sole actual partners of the said company and that they have taken the following resolution according to the agenda:

Resolution

The meeting decides to change the name of the company into STAR GERMAN PROPERTIES, S.à r.l. and subsequently to amend article 4 of the articles of association as follows:

«**Art. 4.** The Company will assume the name of STAR GERMAN PROPERTIES, S.à r.l.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately seven hundred Euro.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing proxyholder, the present deed is worded in English followed by a French translation; on request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, the latter signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le quinze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques OSMENT INVESTMENT LIMITED, avec siège social à Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (Iles Vierges Britanniques).

2.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques ZONDA MANAGEMENT LIMITED, avec siège social à Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (Iles Vierges Britanniques).

3.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques MALOPO INVESTMENT HOLDINGS LIMITED, avec siège social à Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (Iles Vierges Britanniques).

4.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques AMBERFIELD INVESTMENT HOLDINGS LIMITED, avec siège social à Tortola, Road Town, 333 Waterfront Drive, (Iles Vierges Britanniques).

Toutes sont ici représentées par Monsieur Laurent Kind, employé privé, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, en vertu de quatre procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée KINGBU PROPERTIES, S.à r.l., ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 110.801), a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 septembre 2005, non encore publié au Mémorial C.

- Que les comparantes, représentées comme dit ci-avant, sont les seules et uniques associées actuelles de ladite société et qu'elles ont pris sur ordre du jour conforme, la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en STAR GERMAN PROPERTIES, S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts comme suit:

«**Art. 4.** La Société prend la dénomination de STAR GERMAN PROPERTIES, S.à r.l.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à sept cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Kind, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 décembre 2005, vol. 535, fol. 10, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 janvier 2006.

J. Seckler.

(006643.3/231/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

HERSI HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 11.950.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 21 novembre 2005 à 15.00 heures à Luxembourg

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'assemblée générale ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'administrateurs de Mesdames S. Sheibani et S. Sheibani-Akchoti, Monsieur S. Akchoti, ainsi que le mandat de Commissaire aux comptes de Monsieur Pierre Schill.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2005, réf. LSO-BL05944. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005043.3/1172/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2006.

STRATINVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 24.254.

La distribution de dividendes, enregistrée à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02619, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Signature.

(005181.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

BAULDER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 110.700.

In the year two thousand and five, on the fourteenth day of December.

Before Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie.

Was held an extraordinary general meeting of the partners of the company BAULDER, S.à r.l., having its registered address at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 110.700, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Mersch, on 12 September 2005, not yet published in the official gazette, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, (hereinafter, the «Company»).

The meeting begins at 5.30 p.m. and is presided by M^e Marc Monossohn, attorney-at-law, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Ms Agnès Gauthier-Ribler, private employee, residing professionally at 101, rue de Bonnevoie, L-1261 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer M^e Carole Dorel, attorney-at-law, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer constitute the board of the meeting.

Having thus been constituted, the board of the meeting draws up the attendance sheet. The attendance sheet as well as the proxies, having been signed ne varietur by the proxy holders, the members of the board and the undersigned notary public, will remain attached to the present deed in order to be filed in the same time with the registration authorities.

The chairman declares and requests the notary to act that:

I. Pursuant to a share purchase agreement entered into on 16th September 2005 between LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. and SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND A (hereafter referred to as «Fund A»), SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND B (hereafter referred to as «Fund B»), and SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND D (hereafter referred to as «Fund D»), all the 125 (one hundred twenty-five) shares quotas issued by the Company are currently held in joint ownership by Fund A, Fund B and Fund D. According to the attendance sheet, the partners representing the full amount of the corporate capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), are validly represented at the meeting. The meeting can thus validly deliberate and decide on all subjects mentioned on the agenda.

II. The agenda of the meeting is the following:

1. Creation of two categories of shares namely shares of Category A and Shares of Category B, replacing the existing share quotas;

2. Replacement of the one hundred twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each currently in existence by 250 Shares of Category A with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, and by 250 Shares of Category B with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

3. Increase of the share capital of the Company by an amount of thirty thousand five hundred Euro (EUR 30,500.-) taking it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to the amount of forty-three thousand Euro (EUR 43,000.-), by the issue of one thousand two hundred twenty (1,220) Shares of Category B having each of them a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) having the same rights as the existing Shares of Category B.

4. Creation of an authorized capital in a maximum aggregate amount of sixteen million one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 16,112,500.-);

5. Amendment of articles 6, 7, 12 and 17 of the Company's articles of association so as to reflect the above mentioned assignment of creation of Shares of Categories A and B, increase of corporate capital, creation of an authorized capital and empowerment of the manager or the board of managers to issue convertible preferred equity certificates.

6. Empowerment of the sole manager of the Company to issue bonds and preferred equity certificates, in registered form, convertible or non convertible, in such denomination and payable in such monies as it shall decide, within the limits permitted by law; and

7. Any other business.

The partners' meeting having approved the chairman's statements and having been validly constituted and convened, have deliberated and, by separate and unanimous vote, have taken the following resolutions:

First resolution

The partners' meeting resolves to create two categories of shares namely Shares of category A and Shares of category B, replacing the existing share quotas.

Second resolution

The partners' meeting resolves to replace the one hundred twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each currently in existence by:

- two hundred and fifty (250) Shares of Category A with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;
- two hundred and fifty (250) Shares of Category B with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

All of them allocated to the Fund A, Fund B and Fund D in joint ownership in replacement of the one hundred twenty-five (125) share quotas.

The Shares of Category A and the Shares of Category B shall have the same rights and obligations subject to the following resolutions.

Third resolution

The partners' meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of thirty thousand five hundred Euro (EUR 30,500.-) taking it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to the amount of forty-three thousand Euro (EUR 43,000.-), by the issue of one thousand two hundred twenty (1,220) Shares of Category B having each of them a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) and having the same rights as the existing Shares of Category B.

Subscription and payment

- There now appears M^e Marc Monossohn, attorney-at-law, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, acting in his capacity as duly appointed attorney in fact of Fund A, with registered address at 11-12 Hanover Street, London W1S 1YQ, United Kingdom (hereafter referred to as «Fund A»), by virtue of a power of attorney granted on 14 December 2005.

The person appearing declares to subscribe in the name, and on behalf of Fund A for five hundred seventy-two (572) newly issued Shares of Category B and to make payment in full for such new Shares of Category B by a payment in cash.

Evidence of the above cash payment has been given to the undersigned notary so that the amount of fourteen thousand three hundred Euro (EUR 14,300.-) is at the disposal of the Company.

- There now appears M^e Marc Monossohn, prenamed, acting in his capacity as duly appointed attorney in fact of Fund B with registered address at 11-12 Hanover Street, London W1S 1 YQ, United Kingdom (hereafter referred to as «Fund B»), by virtue of a power of attorney granted on 14 December 2005.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Fund B for six hundred thirty-seven (637) newly issued Shares of Category B and to make payment in full for such new Shares of Category B by a payment in cash.

Evidence of the above cash payment has been given to the undersigned notary so that the amount of fifteen thousand nine hundred twenty-five Euro (EUR 15,925.-) is at the disposal of the Company.

- There now appears M^e Marc Monossohn, prenamed, acting in his capacity as duly appointed attorney in fact of Fund D, with registered address at 11-12 Hanover Street, London W1S 1YQ, United Kingdom (hereafter referred to as «Fund D»), by virtue of a power of attorney granted on 14 December 2005.

The person appearing declares to subscribe in the name and on behalf of Fund D for eleven (11) newly issued Shares of Category B and to make payment in full for such new Shares of Category B by a payment in cash.

Evidence of the above cash payment has been given to the undersigned notary so that the amount of two hundred seventy-five Euro (EUR 275.-) is at the disposal of the Company.

Fourth resolution

The partners' meeting resolves to create an authorized capital in a maximum aggregate amount of sixteen million one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 16,112,500.-) and to subsequently authorize the board of managers or the manager as the case may be of the Company to increase the share capital of the Company within the limits of

the newly created authorized capital by way of board meetings for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed in accordance with law.

The partners' meeting resolves that such increases of the share capital within the limit of the authorized capital are exclusively reserved to the conversion in shares of preferred equity certificates that may be issued from time to time by the Company.

The partners' meeting resolves that the new issued shares further to the increase of the capital within the limits of the above authorized capital can only be subscribed by companies belonging to the group the Company is part of.

Fifth resolution

The partners' meeting resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company, to insert a second and last paragraph to article 7, to insert an eighth and last paragraph to article 12 and to replace the second paragraph of article 17 so as to reflect the above mentioned resolutions, which shall now be read as follows:

Art. 6. «The capital is set at forty-three thousand Euro (EUR 43,000.-) represented by two hundred fifty (250) Shares of category A and by one thousand four hundred seventy (1,470) Shares of Category B, with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.»

Art. 7. (second Paragraph). «The authorised capital is set at an aggregate maximum amount of sixteen million one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 16,112,500.-) represented by five hundred twenty-two thousand two hundred fifty (522,250) Shares of Category A and one hundred twenty-two thousand two hundred fifty (122,250) Shares of Category B.

The manager or the board of managers is authorised and empowered during a period of five years after the publication of the deed which creates the authorized capital in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, to realise any increase of the capital within the limits of the authorised capital in one or several times.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager or the board of managers may determine, more specifically in respect to the subscription of and payment of the Shares to be subscribed and issued, such as to determine the time, the category and the number of the shares to be subscribed and issued, to determine if the Shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed Shares is acceptable either in cash or assets other than cash, or by conversion of bonds and preferred equity certificates.

The manager or the board of managers may delegate to any duly authorised manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares of the Category A or Shares of the Category B representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided by law, article 6 will be modified so as to reflect the actual increase; such modification will be recorded in authentic form by the manager or the board of managers or by any person duly authorised and empowered by it for this purpose.

The new issued Shares further to the increase of the capital within the limits of the above authorized capital can only be subscribed by companies belonging to the group the Company is part of.»

Art. 12. (eighth Paragraph). «The manager or the board of managers may issue bonds and preferred equity certificates, in registered form, convertible or non convertible, in such denomination and payable in such monies as it shall decide, within the limits permitted by law.

The manager or the board of managers shall determine the type, price, interest rates, terms of issue and repayment and any other conditions for such issues.

A register of convertible preferred equity certificates shall be held at the registered office of the Company.»

Art. 17. (second paragraph). «The net profits arising of the Shares of the Category A and of the Shares of the Category B shall be allocated to the legal reserve as follows:

- by the net profits of the Branch of Business A, as defined hereafter, in proportion to the quota of Shares of the Category A in the share capital of the Company;
- by the net profits of the Branch of Business B, as defined hereafter, in proportion to the quota of Shares of the Category B Shares in the share capital of the Company.

If the net profits of one Branch of Business are not sufficient to support the quota as calculated here before (such Branch of Business being referred to as «the Defaulting Branch of Business»), the amount to be allocated to the legal reserve fund in excess of the net profits of the Defaulting Branch of Business is temporarily supported by the other Branch of Business.

The amount representing the quota to be supported by the Defaulting Branch of Business the following financial year will be increased by the amount temporarily supported by the other Branch of Business, while the amount representing the quota to be supported by the other Branch of Business the following financial year will be decreased by the amount temporarily supported by the other Branch of Business.

The following provisions apply to any distribution of dividends, including interim dividends:

Total net profits and losses as determined and approved by all the partners shall be allocated according to the following basic rules.

The net profits and losses realized by the Company and resulting from the participations being part of the Branch of Business A or resulting from any other net income derived by the Company out of the profits generated by the Branch of Business A that are not immediately distributed to the partners holding Shares of the Category A will be allocated 100% to the partners holding Shares of the Category A.

The net profits and losses realized by the Company and resulting directly or indirectly from the participations being part of the Branch of Business B or resulting any other net income derived by the Company out of the profits generated

by the Branch of Business B that are not immediately distributed to the partners holding Shares of the Category B will be allocated 100% to the partners holding Shares of the Category B.

The «Branch of Business A» and «Branch of Business B» will be defined, separately, unanimously by all the partners.

Any other net profits and losses realized by the Company will be allocated to the partners in proportion to their percentage shares of total capital in the Company.

All items comprising net profits and losses resulting from each Branch of Business and any other net profits and losses of the Company shall be respectively and separately shown in the Company's financial statements.

In case of losses of one Branch of Business (such Branch of Business being referred to as «the Defaulting Branch of Business»), the dividends to be paid in the framework of the other Branch of Business may not exceed the amount representing the net profits of the Company in any financial year. The following financial year, the amount representing the net profits of the other Branch of Business in excess of the net profits of the Company which could not be distributed the preceding financial year due to the losses of the Defaulting Branch of Business will be deducted from the results of the Defaulting Branch of Business and allocated to the results of the other Branch of Business for the purpose of determining the total amounts that can be distributed with respect to each Branch of Business. In any case, the dividends distributed to partners holding Shares of the Category A shall only derive from net profits obtained by the Branch of Business A. Likewise, the dividends distributed to partners holding Shares of the Category B shall only derive from net profits obtained by the Branch of Business B.»

Sixth resolution

The partners' meeting resolves to empower the sole manager of the Company to issue bonds and preferred equity certificates, in registered form, convertible or non convertible, in such denomination and payable in such monies as it shall decide, within the limits permitted by law.

The manager or the board of managers shall determine the type, price, interest rates, terms of issue and repayment and any other conditions for such issues.

There being no further business, the meeting is closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately EUR 2,000.- (two thousand Euro).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg-Bonnevoie, in the Office, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, the said persons signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de la société BAULDER, S.à r.l., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.700, constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 12 septembre 2005, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (ci-après dénommée la «Société»).

L'assemblée commence à 17h30 et est présidée par Maître Marc Monossohn, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Madame Agnès Gauthier-Ribler, employée privée, demeurant professionnellement au 101, rue de Bonnevoie, L-1261 Luxembourg.

L'assemblée nomme comme scrutateur M^e Carole Dorel, avocat, avec adresse professionnelle au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée.

Le bureau ainsi formé dresse la liste de présence. La liste de présence et les procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires, les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent procès-verbal afin d'être soumises à la formalité de l'enregistrement avec le présent acte.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Conformément à un contrat de cession de parts sociales conclu le 16 septembre 2005 entre LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. et SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND A (ci-après «Fond A»), SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND B (ci-après «Fond B») et SISU CAPITAL PRIVATE EQUITY FUND D (ci-après «Fond D»), les cent vingt-cinq (125) parts sociales émises par la Société sont actuellement détenues en indivision par Fond A, Fond B et Fond D. Conformément à la liste de présence, les associés, représentant l'intégralité du capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) sont dûment représentés à l'assemblée. L'assemblée peut en conséquence délibérer et décider valablement sur tous les points à l'ordre du jour.

II. La présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

1. Création de deux catégories de parts sociales, respectivement des Parts sociales de Catégorie A et des Parts sociales de Catégorie B, remplaçant les parts sociales existantes;

2. Remplacement des cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune par 250 Parts sociales de Catégorie A d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et 250 Parts sociales de Catégorie B d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trente mille cinq cents euros (EUR 30.500,-), qui l'amène de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) au montant de quarante-trois mille euros (EUR 43.000,-), par l'émission de mille deux cent vingt (1.220) Parts sociales de Catégorie B d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ayant les mêmes droits que les Parts sociales existantes de Catégorie B;

4. Création d'un capital autorisé d'un montant total de seize millions cent douze mille cinq cents euros (EUR 16.112.500,-);

5. Modification des articles 6, 7, 12 et 17 des statuts de la Société reflétant les décisions susmentionnées de création de Parts sociales de Catégories A et B, l'augmentation de capital social, la création d'un capital autorisé et pouvoir au gérant et au conseil des gérants d'émettre des CPECs;

6. Pouvoir au gérant unique de la Société d'émettre des obligations ainsi que des certificats de capital préférentiel, nominatifs, convertibles ou non convertibles, sous quelque dénomination que ce soit et dans quelque devise qu'il décidera, dans les limites permises par la loi; et

7. Divers.

L'assemblée des associés ayant approuvé les déclarations du président et ayant été valablement constituée et convoquée, a délibéré et a pris, par un vote séparé et unanime, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des associés décide de créer deux catégories de parts sociales, respectivement les Parts sociales de catégorie A et les Parts sociales de catégorie B, qui remplacent les parts sociales existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée des associés décide de remplacer les cent vingt-cinq (125) parts sociales existantes de cent euros (EUR 100,-) chacune par:

- deux cent cinquante (250) Parts sociales de Catégorie A d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune;
- deux cent cinquante (250) Parts sociales de Catégorie B d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune;

Toutes étant attribuées aux Fond A, Fond B et Fond D en indivision en substitution des cent vingt-cinq (125) parts sociales.

Les Parts sociales de Catégorie A et les Parts sociales de Catégorie B ont les mêmes droits et obligations sous réserve des résolutions suivantes.

Troisième résolution

L'assemblée des associés décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trente mille cinq cents euros (EUR 30.500,-), l'amenant de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) au montant de quarante-trois mille euros (EUR 43.000,-), par l'émission de mille deux cents vingt (1.220) Parts sociales de Catégorie B d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et ayant des mêmes droits que le sont les parts sociales existantes de Catégorie B.

Souscription et paiement

- Comparait maintenant Maître Marc Monossohn, avocat, résidant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, agissant en tant que fondé de pouvoir en fait de Fond A, ayant son siège social au 11-12 Hanover Street, Londres W1S 1YQ, Royaume-Uni (ci-après «Fond A»), en vertu d'un mandat du 14 décembre 2005.

La personne comparante déclare souscrire, au nom et pour le compte du Fond A, à cinq cent soixante-douze (572) Parts sociales nouvellement émises de Catégorie B par un paiement en espèces.

La preuve de ce paiement est donnée au notaire instrumentant de telle sorte que le montant de quatorze mille trois cents euros (EUR 14.300,-) est à la disposition de la Société.

- Comparait maintenant Maître Marc Monossohn, préqualifié, agissant en tant que fondé de pouvoir en fait du Fond B, ayant son siège social au 11-12 Hanover Street, Londres W1S 1YQ, Royaume-Uni, (ci-après «Fond B») en vertu d'un mandat du 14 décembre 2005.

La personne comparante déclare souscrire, au nom et pour le compte du Fond B, à six cent trente-sept (637) Parts sociales nouvellement émises de Catégorie B par un paiement en espèces.

La preuve de ce paiement est donnée au notaire instrumentant de telle sorte que le montant de quinze mille neuf cent vingt-cinq euros (EUR 15.925,-) est à la disposition de la Société.

- Comparait maintenant Maître Marc Monossohn, préqualifié, agissant en tant que fondé de pouvoir en fait du Fond D, ayant son siège social au 11-12 Hanover Street, Londres W1S 1YQ, Royaume-Uni, (ci-après «Fond C»), en vertu d'un mandat du 14 décembre 2005.

La personne comparante déclare souscrire, au nom et pour le compte du Fond D, onze (11) Parts sociales nouvellement émises de Catégorie B par un paiement en espèces.

La preuve de ce paiement est donnée au notaire instrumentant de telle sorte que le montant de deux cent soixante-quinze euros (EUR 275,-) est à la disposition de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée des associés décide de créer un capital autorisé d'un montant maximal total de seize millions cent douze mille cinq cents euros (EUR 16.112.500,-) et par conséquent d'autoriser le conseil de gérance, ou le gérant le cas échéant de la Société, à augmenter le capital social de la Société dans les limites du capital autorisé nouvellement créé par voie

de réunion du conseil de gérance pour une durée de cinq ans à compter de la date de publication du présent acte. Il peut être renouvelé conformément à la loi.

L'assemblée des associés décide que de telles augmentations de capital social dans les limites du capital autorisé sont exclusivement réservées à la conversion de parts sociales en certificats de capital préférentiels, qui peuvent être émis de temps à autre par la Société.

L'assemblée des associés décide que les actions nouvellement émises à la suite de l'augmentation de capital dans les limites du capital autorisé ci-dessus peuvent seulement être souscrites par des sociétés appartenant au même groupe auquel appartient la Société.

Cinquième résolution

L'assemblée des associés décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, d'insérer un second et dernier paragraphe à l'article 7, d'insérer un huitième et dernier paragraphe à l'article 12 et de remplacer le second paragraphe de l'article 17 reflétant les résolutions susmentionnées, pour avoir désormais la teneur suivante:

Art. 6. «Le capital est fixé à quarante-trois mille euros (EUR 43.000,-) représenté par deux cents cinquante (250) Parts sociales de Catégorie A et mille quatre cent soixante-dix (1.470) Parts sociales de Catégorie B, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.»

Art. 7. (second paragraphe). «Le capital autorisé est fixé à un montant total maximal de seize millions cent douze mille cinq cents euros (EUR 16.112.500,-), représenté par cinq cent vingt-deux mille deux cents cinquante (522.250) Parts sociales de Catégorie A et cent vingt-deux mille deux cent cinquante (122.250) Parts sociales de Catégorie B.

Le gérant ou le conseil des gérants est autorisé et habilité pendant une durée de cinq ans à compter de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C de l'acte créant capital autorisé dans les statuts, à réaliser une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois.

De telles augmentations de capital peuvent être souscrites et émises selon les termes et conditions déterminées par le gérant ou le conseil des gérants, notamment selon la souscription et le paiement des Parts sociales à souscrire et à émettre, tels que la date, la catégorie et le nombre des parts sociales à souscrire et émettre, la détermination d'une souscription des Parts sociales avec ou sans prime d'émission, la détermination du mode de règlement des Parts sociales nouvellement créées (en espèces, en nature ou conversion de d'obligation ou de certificats de capital préférentiels).

Le gérant ou le conseil des gérants peut déléguer à tout gérant ou salarié de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne autorisée, les charges d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des Parts sociales de Catégorie A ou des Parts sociales de Catégorie B représentant tout ou partie de l'augmentation de capital.

Après réalisation de l'augmentation de capital légalement en bonne et due forme, l'article 6 sera modifié de telle sorte à refléter l'augmentation présente; cette modification est enregistrée par acte authentique par le gérant, par le conseil des gérants ou toute autre personne dûment autorisée et habilitée par lui à cette fin.

Les Parts sociales nouvellement émises à la suite de l'augmentation de capital dans les limites du capital autorisé ci-dessus peuvent seulement être souscrites par des sociétés appartenant au même groupe auquel appartient la Société.»

Art. 12. (huitième paragraphe). «Le gérant ou le conseil des gérants peut émettre des obligations et des certificats de capital préférentiels, sous forme nominale, convertible ou non, dans la monnaie de paiement qu'il décide et dans les limites accordées par la loi.

Le gérant ou le conseil des gérants fixe le mode, le prix, les taux d'intérêt et le terme de l'émission et du remboursement et toutes autres conditions relatives aux émissions.

Un registre des certificats de capital préférentiels convertibles devra être tenu au siège social de la Société.»

Art. 17. (second paragraphe). «Les bénéfices nets provenant des Parts sociales de Catégorie A et des Parts sociales de Catégorie B seront alloués à la réserve légale:

- par les bénéfices nets de la Branche d'Activité A, comme définie ci-après, en proportion de la quote-part des Parts sociales de Catégorie A dans le capital de la Société;

- par les bénéfices nets de la Branche d'Activité B, comme définie ci-après, en proportion de la quote-part des Parts sociales de Catégorie B dans le capital de la Société.

Si les bénéfices nets d'une des Branches d'Activité ne sont pas suffisants pour supporter sa part, comme définie ci-dessus (telle Branche d'Activité étant définie comme «Branche d'Activité Défaillante»), le montant qui doit être affecté à la réserve légale en surplus des bénéfices nets de la Branche d'Activité Défaillante, est temporairement supporté par l'autre Branche d'Activité.

Le montant représentant la part, qui doit être supportée par la Branche d'Activité Défaillante pour l'exercice social suivant devra être augmenté du montant provisoirement supporté par l'autre Branche d'Activité, tandis que le montant représentant la part qui doit être supportée par l'autre Branche d'Activité pour l'exercice social suivant doit être déduit du montant temporairement supporté par l'autre Branche d'Activité.

Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne la distribution des dividendes, y compris des acomptes sur dividendes:

Les bénéfices et les pertes nets, tels qu'approuvés par tous les Actionnaires seront affectés en conformité avec les règles de base suivantes.

Les Bénéfices et les Pertes nets réalisés par la Société et résultant directement ou indirectement des participations constituant la Branche d'Activité A ou résultant de tout autre revenu net de la Société dérivant des bénéfices générés par la Branche d'Activité A et qui ne sont pas immédiatement distribués aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie A, seront affectés pour 100% aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie A.

Les Bénéfices et les Pertes nets réalisés par la Société et résultant directement ou indirectement des participations constituant la Branche d'Activité B ou résultant de tout autre revenu net de la Société dérivant des bénéfices générés

par la Branche d'Activité B et qui ne sont pas immédiatement distribués aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie B, seront affectés pour 100% aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie B.

La «Branche d'Activité A» et la «Branche d'Activité B» seront définies, séparément, unanimement par tous les associés.

Tous les autres bénéfices et pertes nets réalisés par la Société seront affectés aux associés en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital total de la Société.

Tous les éléments constituant les bénéfices et les pertes nets résultant de chaque Branche d'Activité et tous les autres bénéfices et pertes nets de la Société seront respectivement et séparément présentés dans les bilans de la Société.

En cas de pertes réalisées par une des Branches d'Activité (une telle Branche d'Activité étant définie comme la «Branche d'Activité Défaillante»), les dividendes qui doivent être payés dans le cadre de l'autre Branche d'Activité ne pourront pas excéder le montant correspondant au Bénéfice net de la Société pour l'exercice social. Pour l'exercice social suivant, le montant représentant le bénéfice de l'autre Branche d'Activité excédant les bénéfices nets de la Société, qui n'a pas pu être distribué pendant l'exercice social précédent à cause des Pertes réalisées par la Branche d'Activité Défaillante, sera déduit des résultats de la Branche d'Activité Défaillante et sera affecté aux résultats de l'autre Branche d'Activité afin de déterminer les montants totaux qui pourront être distribués relatifs à chaque Branche d'Activité. Dans tous les cas, les dividendes distribués aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie A, peuvent seulement provenir des bénéfices nets générés par la Branche d'Activité A. Pareillement, les dividendes distribués aux associés détenant des Parts sociales de la Catégorie B peuvent seulement provenir des bénéfices nets générés par la Branche d'Activité B.»

Sixième résolution

L'assemblée des associés décide de donner pouvoir au gérant unique de la Société d'émettre des obligations ainsi que des certificats de capital préférentiel, nominatifs, convertibles ou non convertibles, sous quelque dénomination que ce soit et dans quelque devise que le conseil de gérance décidera, dans les limites permises par la loi.

Le gérant ou le conseil de gérance déterminera la nature, le prix, les taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions ayant trait à une telle émission.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 2.000,- (deux mille euros).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, constate que, à la demande des personnes comparantes ci-dessus, le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de non-concordance ou de lacune entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Bonnevoie en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite aux personnes comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Monossohn, A. Gauthier-Ribler, C. Dorel, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2005, vol. 26CS, fol. 67, case 1. – Reçu 305 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 janvier 2006.

T. Metzler.

(006721.3/222/392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

BAULDER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 110.700.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 janvier 2006.

T. Metzler.

(006723.3/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2006.
